



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 avril 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 5th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Bédard and Armstrong Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Robert Monast, André Monast et Jacques Bédard, avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme courtier d'actions et promoteur, sous le nom de "Bédard and Armstrong Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et 150 actions privilégiées de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$2,000.

Letters Patent

Bédard and Armstrong Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1952, incorporating: Robert Monast, André Monast, and Jacques Bédard, advocates, of the City and Judicial District of Québec, for the following purposes:

To carry on business as stock-broker and promoter, under the name of "Bédard and Armstrong Limited".

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value, and into 150 preferred shares of \$100. each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Club des Raquetteurs "Le Marquette de Lachine"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Reid, gérant, Louis Aquin, marchand, Gaétan Tellier, modeleur, et Arthur Sénécal, chauffeur, tous de Lachine, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Grouper des personnes désirant faire revivre à Lachine le beau sport de la raquette, sous le nom de "Club de Raquetteurs "Le Marquette de Lachine".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307-o L. DÉSILETS.

Dapor Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lighstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire et Imelda Langlois, commis, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de canevas, jute, sacs, réceptacles, tissus textiles, papier et matières en papier, sous le nom de "Dapor Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 4,000 actions catégorie "A" d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 8,000 actions catégorie "B" d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Gymnase Paul Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1952, constituant en corporation: Paul Blanchard, instructeur de culture physique, Georges Blanchard, restaurateur, et Denis Blanchard, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Etablir et diriger un gymnase, sous le nom de "Gymnase Paul Limitée", avec un capital de

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Club des Raquetteurs "Le Marquette de Lachine"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Reid, manager, Louis Aquin, merchant, Gaétan, Tellier, modeller, and Arthur Senecal, chauffeur, all of Lachine, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To form into a groupe those persons desiring to revive, at Lachine, the enjoyable sport of snowshoeing, under the name of "Club de Raquetteurs "Le Marquette de Lachine".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Dapor Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1952, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of the city of Westmount, Jack Lighstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, and Imelda Langlois, clerk, all three of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in burlap, jute, bags, containers, textile materials, paper, paper materials, under the name of "Dapor Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,400 preferred shares of the par value of \$100 each, and 4,000 Class "A" shares of the par value of \$5 each and 8,000 Class "B" shares of the par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

Gymnase Paul Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1952, incorporating: Paul Blanchard, instructor of physical culture, Georges Blanchard, restaurant keeper, and Denis Blanchard, fireman, all of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To establish and direct a gymnasium, under the name of "Gymnase Paul Limitée", with a capital

\$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Inter-City Adjustment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Kathleen M. Maher, secrétaire de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Transiger les affaires en général comme ajusteurs, inspecteurs, estimateurs et évaluateurs et agir comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Inter-City Adjustment Corporation", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Inter-City Adjustment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1952, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Moint Royal, Kathleen M. Maher, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of adjusters, inspectors, appraisers and valuers of all kinds, of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "Inter-City Adjustment Corporation", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

J.M.C. Anctil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1952, constituant en corporation: William Morin, André Verge, avocats et Fleurette Dussault, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur général en construction, sous le nom de "J.M.C. Anctil Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1205, Ave Joseph Vézina, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307-o L. DÉSILETS.

J.M.C. Anctil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January 1952, incorporating: William Morin, André Verge advocates, and Fleurette Dussault, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general building contractors, under the name of "J.M.C. Anctil Inc., with a capital of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1205 Joseph Vézina Avenue, Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Lamac Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Madeleine Paradis, secrétaire, de Montréal-Nord, Denise Dumais, secrétaire, de Rosemont et Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de métaux et appareils électriques, sous le nom de "Lamac Industries Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Lamac Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1952, incorporating: Madeleine Paradis, secretary, of Montreal North, Denise Dumais, secretary, of Rosemont, and Pothier Ferland, lawyer, of Longueuil, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals and electrical apparatus, under the name of "Lamac Industries Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 122 St-Charles, ville de Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 122 St-Charles, Town of Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

**L'Association Sportive et Sociale
des Sept-Iles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Paradis, avocat, Raoul Vigneault, entrepreneur, Jim Rivard, commis, de Sept-Iles et Gilles Rouleau, avocat, de Baie Comeau, tous du district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et administrer un club social et athlétique, sous le nom de "L'Association Sportive et Sociale des Sept-Iles Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

**L'Association Sportive et Sociale
des Sept-Iles Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1952, incorporating without share capital: Louis Paradis, lawyer, Raoul Vigneault, contractor, Jim Rivard, clerk, of Sept-Iles, and Gilles Rouleau, lawyer, of Baie Comeau, all in the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To organize, promote and manage a social and athletic club, under the name of "L'Association Sportive et Sociale des Sept-Iles Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited to the sum of \$50,000.

The head office of the corporation will be at Sept-Iles, in the judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

L. Bonhomme & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1952, constituant en corporation: Marie-Berthe Beuparlant, Suzanne Sauvé, sténographes, et Joseph Ste-Marie, avocat, tous trois de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, contracter et entreprendre des constructions, sous le nom de "L. Bonhomme & Fils Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307-o L. DÉSILETS.

L. Bonhomme & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1952, incorporating: Marie Berthe Beuparlant, Suzanne Sauvé, stenographers, and Joseph Ste-Marie, advocate, all three of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To engage in the lumber business; to contract for and undertake construction work, under the name of "L. Bonhomme & Fils Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

**Quebec Cobalt and Exploration Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1952, constituant en corporation: J.-Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi du Roi, Francis J. Dolan, comptable, Mildred Murphy, Eleanor Hart, filles majeures, tous de la cité de Montréal et Pierre Decary, avocat de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Quebec Cobalt and Exploration Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 d'actions de \$1 chacune.

**Quebec Cobalt and Exploration Limited
(No personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1952, incorporating: J.-Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Francis J. Dolan, accountant, Mildred Murphy, Eleanor Hart, spinsters, all of the City of Montreal, and Pierre Decary, advocate, of Lachine, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Quebec Cobalt and Exploration Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1. each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Robin Last Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1952, constituant en corporation: Louis-Claude Trudel, Réjane Laberge, avocats-stagiaires, et Jean Brûlé, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chaussures, sous le nom de "Robin Last Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 715, rue Gilford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307-o L. DÉSILETS.

Tasso Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Constantin de Takachy, marchand, des cité et district judiciaire de Montréal, Françoise Turgeon et Gertrude Turgeon, secrétaires, de la cité de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, sous le nom de "Tasso Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 200 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1486 rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

The Estate Daniel Assh Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, avocats et Jeanne d'Arc Leclerc, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer ou produire du bois de charpente et du bois de construction, entreprendre la construction de propriété immobilières, exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "The Estate Daniel Assh Realty Co.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

Robin Last Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1952, incorporating: Louis-Claude Trudel, Réjane Laberge, law-clerks, and Jean Brûlé, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear, under the name of "Robin Last Inc.", with a capital of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 715, Gilford Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Tasso Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1952, incorporating: Constantin de Takachy, dealer, of the city and judicial district of Montreal, Françoise Turgeon and Gertrude Turgeon, secretaries, of the city of Lévis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate restaurants, cafés, refreshment rooms, under the name of "Tasso Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 200 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 1486 Mountain St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

The Estate Daniel Assh Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1952, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, lawyers, and Jeanne d'Arc Leclerc, secretary, all of the City and Judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture or produce timber, lumber; to engage in the construction of immoveable property; to carry on the business of an investment company, under the name of "The Estate Daniel Assh Realty Co.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10, each and 900 preferred shares of a par value of \$100, each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

The Gaspé Inland Autobus Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1952, constituant en corporation: Médard Denis, teneur de livre, Willis Roberts, chauffeur, et Roch Roy, avocat, tous de Gaspé, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire le transport de passagers; tenir restaurant ou comptoir lunch aux terminus et principaux arrêts, sous le nom de "The Gaspé Inland Autobus Company Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 100,000 actions de \$1. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le cinq février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307-o L. DÉSILETS.

Vimont Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1952, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, avocat, Gisèle Behocaray et Liliane Cloutier, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'obligations, souscripteurs éventuels à forfait, courtiers de placements et courtiers d'actions dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Vimont Securities Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest rue St-Jacques, chambre 212, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Carlton Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1952, constituant en corporation: Alec Phelps Grigg, de la cité de Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, de la cité de Montréal, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, George Lewis Wyer, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de "Carlton Investments Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

The Gaspé Inland Autobus Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1952, incorporating: Médard Denis, book-keeper, Willis Roberts, chauffeur, and Roch Roy, advocate, all of Gaspé, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To transport passenger: operate a restaurant or a lunch-counter at terminals and principal stopping places, under the name of "The Gaspé Inland Autobus Company Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 100,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Vimont Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1952, incorporating: Raymond Leboeuf, lawyer, Gisèle Behocaray and Liliane Cloutier, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and share brokers in all its branches, under the name of "Vimont Securities Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 266 St. James St., West, Room 212, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

Carlton Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1952, incorporating: Alec Phelps Grigg, of the city of Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, of the city of Montreal, both advocates and Queen's Counsel, George Lewis Wyer, accountant, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and activities of an investment and holding company, under the name of "Carlton Investments Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32308 L. DÉSILETS.

Electro-Reagents (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1952, constituant en corporation: Hugh E. O'Donnell, avocat et conseil en loi du Roi, Donald Newton Byers, Walter Austin Johnson, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie dont les opérations consistent à fondre, réduire et raffiner et aussi d'une compagnie de métallurgie et de fraisage dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Electro-Reagents (Quebec) Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32308 L. DÉSILETS.

Montreal Glassheat and Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1952, constituant en corporation: Marcel Piché, avocat et Conseil en Loi du Roi, Blanche Harwood, Jeanne Valentine, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution de toutes sortes d'appareils de chauffage et accessoires ainsi que d'appareils électriques, sous le nom de "Montreal Glassheat and Supply Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune et 225 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32308 L. DÉSILETS.

Plaisance Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1952, constituant en corporation: Henry Weir Davis, avocat et conseil en loi du Roi, Edmond Jacques Courtois, avocat et Frank Wright, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'agence de développements immobiliers et de courtage, sous le nom de "Plaisance Realities Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32308 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32308-o Deputy Attorney General.

Electro-Reagents (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1952, incorporating: Hugh E. O'Donnell, advocate and King's Counsel, Donald Newton Byers, Walter Austin Johnson, both advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a smelting, reduction, refining, metallurgical and milling company in all its branches, under the name of "Electro-Reagents (Quebec) Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32308-o Deputy Attorney General.

Montreal Glassheat and Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1952, incorporating: Marcel Piché, advocate and King's Counsel, Blanche Harwood, Jeanne Valentine, secretaries, all of the city of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Deal in and distribute any kind of heating apparatus and accessories and electric supplies, under the name of "Montreal Glassheat and Supply Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 2,500 common shares of a par value of \$1 each and 225 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32308-o Deputy Attorney General.

Plaisance Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1952, incorporating: Henry Weir Davis, advocate and King's Counsel, Edmond Jacques Courtois, advocate, Frank Wright, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate development agency and brokerage business, under the name of "Plaisance Realities Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32308-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

A. Soucy Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de février 1952, à la compagnie "A. Soucy Limited", ratifiant son règlement N° 48: a) diminuant son capital autorisé de \$10,000 à \$4,000 par l'annulation de 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune; b) augmentant ce capital autorisé de \$4,000 à \$44,000 par la création de 8,000 actions privilégiées de \$5 chacune comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 26e jour de février 1952.

32307 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

George Nagley Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mars 1952, changeant le nom de la compagnie "Holiday Sportswear Corp.", constituée en corporation par lettres patentes datées du 18 octobre 1951, en celui de "George Nagley Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 12 jour de mars 1952.

32307 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. P. Blais Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de février 1952 à la compagnie "J. P. Blais Limited", ratifiant son règlement N° 48: a) diminuant son capital autorisé de \$10,000 à \$4,000 par l'annulation de 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune; b) augmentant ledit capital autorisé de \$4,000 à \$44,000, par la création de 8,000 actions privilégiées de \$5 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, ce 26e jour de février 1952.

32307 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Laboratories Welcker & Cie Limitée
Welcker Laboratories & Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1952, changeant le nom de la compagnie "Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée — Welcker-Lapointe Laboratories Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 novembre 1947, en celui de "Laboratoires Welcker & Cie Limitée — Welcker Laboratories & Co. Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 28 février 1952.

32307-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

A. Soucy Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Soucy Limited", ratifying its By-law No. 48: a) reducing its authorized capital from \$10,000 to \$4,000, by the cancellation of 6,000 common shares of \$1 each; b) increasing such authorized capital from \$4,000 to \$44,000, by the creation of 8,000 preferred shares of \$5 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of February, 1952.

32307 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

George Nagley Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company "Holiday Sportswear Corp.", incorporated by letters patent dated October 18, 1951, into that of "George Nagley Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of March, 1952.

32307-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. P. Blais Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. P. Blais Limited", ratifying its By-law No. 48: a) reducing its authorized capital from \$10,000 to \$4,000, by the cancellation of 6,000 common shares of \$1 each; b) increasing such authorised capital from \$4,000 to \$44,000, by the creation of 8,000 preferred shares of \$5 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of February, 1952.

32307-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Laboratories Welcker & Cie Limitée
Welcker Laboratories & Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eight day of february, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Laboratoires Welcker-Lapointe Ltée — Welcker-Lapointe Laboratories Ltd", incorporated by letters patent dated November 21, 1947, into that of "Laboratoires Welcker & Cie Limitée — Welcker Laboratories & Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of February, 1952.

32307 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lutfy Realities Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres supplémentaires en date du 29e jour de février 1952 à la compagnie "Lutfy Realities Ltd." ratifiant son règlement N° 24: 1°) étendant ses pouvoirs; 2°) augmentant son capital autorisé de \$150,000 à \$300,000 par la création de 1,500 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux mêmes droits et restrictions que les actions privilégiées déjà autorisées par les lettres patentes de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Lutfy Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of February, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lutfy Realities Ltd.", ratifying its By-Law No. 24: 1°) extending its powers; 2°) increasing its authorized capital from \$150,000 to \$300,000, by the creation of 1,500 additional preferred shares of \$100 each, subject to the same rights and restrictions as the preferred shares already authorized by the letters patent of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

Pain Simard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 février 1952, à la compagnie "Pain Simard Ltée", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$200,000 à \$275,000, par la création de 750 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les privilèges et restrictions énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307-o L. DÉSILETS.

Pain Simard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 27th day of February, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pain Simard Ltée", ratifying a by-law increasing its capital stock from \$200,000 to \$275,000 by the creation of 750 preferred shares of \$100 comprising the privileges and restrictions enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32307 Deputy Attorney General.

Pyramid Paper Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1952 à la compagnie "Pyramid Paper Products Limited", ratifiant son règlement "D", réduisant son capital-actions par l'annulation de 1,000 actions privilégiées, classe "A", de \$100 chacune et 5,128 actions privilégiées, classe "B", de \$100 chacune, toutes remboursées et déclarant que le montant du capital avec lequel le compagnie continuera d'exercer ses affaires ne sera pas moindre de \$147,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 28e jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Pyramid Paper Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pyramid Paper Products Limited", ratifying its By-Law "D" reducing its share capital by the cancellation of 1,000 preferred shares, series "A", of \$100 each and 5,128 preferred shares, series "B", of \$100 each, all redeemed, and declaring that the amount of capital with which the company will continue to carry on business will be not less than \$147,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

Savoy Tailored Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de mars 1952, à la compagnie "Savoy Tailored Clothes Inc.", ratifiant: a) son règlement N° 24, diminuant son capital-autorisé de \$20,000 à \$5,000, par l'annulation de 1,500 actions ordinaires non-émises de \$10 chacune; b) son règlement N° 25, augmentant ledit capital autorisé de \$5,000 à \$55,000, par la création de 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux droits et restrictions y mentionnés.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6e jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32307 L. DÉSILETS.

Savoy Tailored Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Savoy Tailored Clothes Inc.", ratifying a) its By-Law No. 24 reducing its authorized capital from \$20,000 to \$5,000, by the cancellation of 1,500 unissued common shares of \$10 each; b) its By-Law No. 25 increasing such authorized capital from \$5,000 to \$55,000, by the creation of 5,000 preferred shares of \$10 each, subject to the rights and restrictions therein mentioned.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32307-o Deputy Attorney General.

Wenger's Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1952, à la compagnie "Wenger's Limited", ratifiant son règlement N° 23, augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$145,000 par la création de 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

32307

Wenger's Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Wenger's Limited", ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital stock from \$20,000 to \$145,000, by the creation of 1,250 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

32307-o

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 313403. Dame Germaine Hébert, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Roland Louis Boutet, ferblantier, de la cité de Montréal, dit district, demanderesse, vs Roland Louis Boutet, ferblantier, de la cité de Verdun, dit district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19e jour de mars 1952.

Montréal, le 19 mars 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
JEAN-H. DESLAURIERS.

32309-o

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 313403. Dame Germaine Hébert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Roland Louis Boutet, tinsmith, also of the city of Montreal, said district, plaintiff, vs Roland Louis Boutet, tinsmith, of the city of Montreal, said district, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 19th, 1952.

Montreal, the 19th day of March, 1952.

JEAN H. DESLAURIERS,
Attorney for plaintiff.

30309-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 312,840. Eva Thifault, épouse commune en biens de Edouard David Fournier, bourgeois, domiciliée et résidant au no 1068 de la rue Joséphine, à Ville Jacques-Cartier, district de Montréal, demanderesse, vs Edouard David Fournier, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 mars 1952.

Montréal, 25 mars 1952.

HÉBERT & LANDRY,
Avocats.

10 est, rue St-Jacques,
Montréal.

32310-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 312840. Eva Thifault, wife of Edouard David Fournier, gentleman, domiciled and residing at 1068 Josephine St., Ville Jacques-Cartier, District of Montreal, plaintiff, vs Edouard David Fournier, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been duly taken in this cause, March 14th, 1952.

Montreal, March 25th, 1952.

HÉBERT & LANDRY,
Lawyers.

10 St. James Street East,
Montreal.

32310-o

Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 64681. Dorina Portelance, épouse commune en biens d'Alfred Royer, employé fédéral, tous deux de la cité de Québec, demanderesse, vs ledit Alfred Royer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse au défendeur.

Québec, 29 mars 1952.

Les Avocats de la demanderesse,
GUÉRARD & PELLAND.

32320-o

Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 64681. Dorina Portelance, wife common as to property of Alfred Royer, federal employee, both of the city of Quebec, plaintiff, vs the said Alfred Royer, defendant.

An action in separation as to property was instituted by the plaintiff against the defendant.

Québec, March 29th, 1952.

GUÉRARD & PELLAND,
Attorneys for plaintiff.

32320-o

Assemblée

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi le 16 avril 1952, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant

Meeting

NOTICE

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of "Quebec Central Railway Company" will be held at the offices of the "Canadian Pacific Railway Company," Montreal, Canada, on Wednesday, the 16th day of April, 1952, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two directors repre-

les obligataires et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 12 mars 1952 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 1er mars 1952.

32238-12-3

Le Secrétaire,
C. NIDEROST, C.R.

senting the Security Board Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 12th day of March, 1952, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 1st day of March, 1952.

32238-12-3-0

C. NIDEROST, K.C.,
Secretary.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 305

—
Québec, le 27 mars 1952.

Présent Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et Châteauguay.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et Châteauguay, rendue obligatoire par le décret numéro 1259 du 7 août 1947, amendé par les arrêtés numéros 550-B et 912-C des 22 avril et 16 juin 1948, 480-C du 5 mai 1949, 471-B du 26 avril 1950 et 51-A du 11 janvier 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 février 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail

QUE ledit décret, numéro 1259, soit modifié comme suit

1° Le paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant

"b) *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du présent décret comprend le comté de Beauharnois, le comté de Vaudreuil-Soulanges et, dans le comté de Châteauguay, le territoire compris dans le rayon de la zone II.

Aux fins d'application, ladite jurisdiction territoriale est divisée en cinq (5) zones de la façon suivante

Zone I: Le comté de Beauharnois en entier, à l'exception du territoire compris dans les zones II et IV.

Zone II: La ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone III: Les villes de Dorion et de Rigaud et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites. L'île Perrot en entier. La municipalité de Vaudreuil-Village.

Zone IV: La municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague, la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka et le comté de Vaudreuil-Soulanges en entier à l'exception du territoire compris dans les zones III et V.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 305

—
Quebec, March 27, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

—
Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges and Châteauguay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois Vaudreuil-Soulanges and Châteauguay, rendered obligatory by the decree number 1259 of August 7, 1947, and amended by Orders 550-B and 912-C of April 22 and June 16, 1948, 480-C of May 5, 1949, 471-B of April 26, 1950 and 51-A of January 11, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 2, 1952;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1259, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section II is replaced by the following:

"b) *Territorial jurisdiction* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the county of Beauharnois, the county of Vaudreuil-Soulanges and, in the county of Châteauguay, the territory comprised in the radius of zone II.

For the purposes of enforcement, the said territorial jurisdiction is divided into five zones as follows:

Zone I The entire county of Beauharnois excepting the territory comprised in zones II and IV.

Zone II The town of Beauharnois and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

Zone III The towns of Dorion and Rigaud and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits. The entire Perrot Island. The municipality of Vaudreuil-Village.

Zone IV The municipality of St. Louis de Gonzague, the municipality of St. Stanislas de Kostka and the entire county of Vaudreuil-Soulanges excepting the territory comprised in zones III and V.

Zone V: La municipalité de Hudson et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

2° L'alinéa intitulé "Zone III: Dans les salons de barbier": apparaissant au paragraphe "a" de l'article III, est remplacé par le suivant

"Zone III: Dans les salons de barbier: Les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Du 20 au 31 décembre inclusivement de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

3° L'alinéa intitulé "Zone IV: Dans les salons de barbier:" apparaissant au paragraphe "a" de l'article III, est remplacé par le suivant

"Zone IV: Dans les salons de barbier: Les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Du 20 au 31 décembre inclusivement de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

4° Les deux alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "a" de l'article III

"Zone V: Dans les salons de barbier: Les mêmes heures de travail que dans la zone II;

Zone V: Dans les salons de coiffure et de beauté: Les mêmes heures de travail que dans la zone IV."

5° Les mots "le 1er juillet" sont ajoutés après les mots "La Saint-Jean-Baptiste" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV.

6° Les paragraphes "e", "f" et "g" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"e) Pour les barbiers de la zone II, doivent également être chômés, les premiers lundi, mardi, mercredi et jeudi du mois d'août.

f) Les vacances des salariés-barbiers des zones I et II prévues au paragraphe "a" de l'article VII doivent être accordées à la même date que les jours chômés mentionnés aux paragraphes "e" et "h" du présent article.

g) Durant les jours chômés mentionnés aux paragraphes "a", "b", "e" et "h" du présent article, aucun travail régi par le décret ne doit être exécuté par les employeurs professionnels, les artisans, les compagnons et les apprentis.

h) Pour les barbiers de la zone I, doivent également être chômées, sept (7) journées consécutives qui commencent, pour le groupe situé sur le côté sud du vieux canal Beauharnois, le dernier lundi du mois de juillet et, pour le groupe situé du côté nord du canal, le premier lundi du mois d'août."

7° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant

Zone V The municipality of Hudson and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits."

2. The paragraph headed "Zone III In barber shops", contained in subsection "a" of section III, is replaced by the following;

"Zone III In barber shops Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20 to the 31 inclusive: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

3. The paragraph headed "Zone IV In barber shops", contained in subsection "a" of section III, is replaced by the following:

"Zone IV In barber shops Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20 to the 31 inclusive: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

4. The following two paragraphs are added to subsection "a" of section III:

"Zone V In barber shops: The same working hours as in zone II;

Zone V: In hairdressing and beauty parlors: The same working hours as in zone IV."

5. The words "July 1st" are added after the words "St. Jean Baptiste Day" mentioned in subsection "a" of section IV.

6. Subsections "e", "f" and "g" of section IV are replaced by the following:

"e) The following days shall not be worked by the barbers of zone II: the first Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of the month of August;

f) The vacation of barber employees of zones I and II, as provided for under subsection "a" of section VII, shall be given on the same date as the holidays mentioned in subsections "e" and "h" of the present section.

g) During the holidays mentioned in subsections "a", "b", "e" and "h" of the present section, no work hereby governed shall be performed by the professional employers, the artisans, the journeymen and the apprentices.

h) Barbers of zone I shall also have seven (7) consecutive days off beginning, for the group situated on the south shore of the old Beauharnois canal, on the last Monday of the month of July and, for the group situated on the north shore of the canal, on the first Monday of the month of August."

7. Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"a) Services de barbier:

"a) Services of the barber:

	I	II	Zones III	IV	V
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults, male and female					
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi — Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.60	\$0.60	\$0.45	\$0.45	\$0.45
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.70	0.70	0.55	0.55	0.55
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Haircut for adults (brushcut)					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.85	0.85	0.70	0.70	0.70
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.95	0.95	0.80	0.80	0.80
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans — Haircut for children under 14 years of age					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.35	0.35	0.30	0.30	0.30

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.50	0.50	0.40	0.40	0.40
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans — Haircut for children (brushcut) under 14 years of age Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thurs- day inclusive	0.50	0.50	0.40	0.40	0.40
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.60	0.60	0.50	0.50	0.50
Barbe — Shave	0.35	0.35	0.25	0.25	0.25
Flambage des cheveux — Singeing of the hair	0.15	0.25	0.25	0.15	0.15
Shampooing — Shampoo	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40
Massage ordinaire — Ordinary massage	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Massage "masque" — "Mask" massage	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75
Tonique pour les cheveux — Hair tonic	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Lotion — Lotion	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Fixatif — Fixature	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Aiguillage de rasoir — Razor setting	0.35	0.35	0.35	0.35	0.35

8° Au paragraphe "b" de l'article V.

i) Le prix de \$10.00 pour une ondulation permanente à froid est réduit à \$8.00 et le prix de \$1.50 pour une décoloration par application est porté à \$2.50.

ii) L'alinéa suivant est ajouté

"Les prix minima des services dans la zone V sont les mêmes que ceux de la zone IV."

9° Les paragraphes "a" et "b" de l'article VI sont remplacés par les suivants

"a) *Compagnon-barbier régulier*: \$32.00 par semaine, plus une commission de 50% sur les recettes de son travail excédant \$45.00 au cours de la semaine.

b) *Compagnon-barbier surnuméraire ou temporaire*: \$0.65 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$32.00 et lorsque ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même taux que le compagnon barbier régulier."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

32335-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 305

Québec le 27 mars 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de Mégantic.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Mégantic, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 12 février 1948, amendé par l'arrêté ministériel numéro 425 du 19 avril 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 février 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

8. In subsection "b" of section V:

i. The price of \$10.00 for a cold wave is reduced to \$8.00; the price of \$1.50 for bleaching by application is increased to \$2.50.

ii. The following paragraph is added:

"The minimum prices of services in zone V are the same as those of zone IV."

9. Subsections "a" and "b" of section VI are replaced by the following:

"a) *Regular journeyman barber*: \$32.00 per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$45.00 during the week.

b) *Occasional or temporary journeyman barber*: \$0.65 per hour of work plus a 10% commission on the receipts of his work; however, when the receipts of his work attain or exceed the sum of \$32.00 and when the said employee has worked thirty (30) hours or more during the week, he shall be remunerated on the basis of a regular journeyman barber."

(Document "A" annexed to the order)

32335-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 305

Quebec, March 27, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the commercial establishment of Mégantic.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of Mégantic, rendered obligatory by the decree number 164 of February 12, 1948, and amended by Order in Council number 425 of April 19, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 16, 1952;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 164, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "d" de l'article III est remplacé par le suivant:

"d) Le travail peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m., sans rémunération supplémentaire, durant les jours précédents les fêtes de Noël et du Premier de l'An, soit du 18 au 24 décembre inclusivement et du 29 au 31 décembre inclusivement."

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "b" de l'article IV:

"Cependant, le 30 juin 1952 est substitué au jour de la Confédération, comme jour de fête chômé."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
32335-o Greffier du Conseil Exécutif.

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 164, be amended as follows:

1. Subsection "d" of section III is replaced by the following:

"d) Working time may be extended until 10.00 p.m., without additional pay, during the days preceding Christmas and New Year's Day that is, from December 18 to December 24, inclusive and from December 29 to December 31, inclusive."

2. The following paragraph is added to subsection "b" of section IV:

"However, June 30, 1952, is substituted, as a holiday, for Dominion Day."

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,
32335-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Industriel des Métiers de la Construction de Sainte-Monique", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisé par le Secrétaire de la Province le 7 février 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Monique, comté de Lac St-Jean.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32311-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de L'U.C.C. de Val Senneville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 mars 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Val Senneville, comté de Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32319-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Avis des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 11 mars 1952, le changement de nom du "Conseil Central des Syndicats de Nicolet", dont le siège social est situé à Nicolet, en celui de "Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Nicolet Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chap. 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 mars 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32321-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Industriel des Métiers de la Construction de Sainte-Monique", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 7, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Monique, county of Lake St-John.

JEAN BRUCHÉSI,
32311 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de Val Senneville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 24, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Val Senneville, county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
32319 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, under date the 11th of March, 1952, the change of name of "Conseil Central des Syndicats de Nicolet", whose head office is at Nicolet, to that of "Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Nicolet Inc.", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chap. 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32321 Under Secretary of the Province.

BELGIUM GLOVE & HOSIERY (QUEBEC) LIMITED BELGIUM GLOVE & HOSIERY (QUEBEC) LIMITED

Règlement "X"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires au pro rata du nombre d'actions détenu par chacun est, par les présentes, autorisée.

Certifié vrai sommaire du règlement "X" de "Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited".
Montréal, P.Q., 26 mars 1952.

Le Secrétaire,
32312 JOHN G. PORTEOUS.

By-law "X"

The distribution of the assets of the company amongst the shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of by-law "X" of "Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited".
Montreal, P.Q., March 26th, 1952.

JOHN G. PORTEOUS,
Secretary.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission, sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Professions ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Montréal-Mercier	Coupal, Isidore (1)	Notaire — Notary	1684 Est, Blvd St-Joseph Montréal, P.Q.

(1) En remplacement de M. Léopold Boulianne, démissionnaire.— In place of Mr. Léopold Boulianne, retired.

Québec, le 1er avril 1952.

Le Président général des élections,
32322-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, April 1st, 1952.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.
Chief Returning-Officer

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 20 mars 1952, la fin de l'existence corporative de "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Georges, Jonquière, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er avril 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32308-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honorable the Provincial Secretary has enacted, on March 20, 1952, the termination of the corporate existence of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière", pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act II, George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 1st, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

D. ENGLISH & Co. LIMITED

Règlement N° A XII

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie D. English & Co. Limited ce qui suit:

(1) Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de quatre directeurs.

(2) Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

(3) Tous règlements, résolutions et procédures antérieures incompatibles à celui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Le Secrétaire,
32329 NORMAN W. GORDON.

D. ENGLISH & Co. LIMITED

By-Law No. A XII

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of D. English & Co. Limited as follows:

(1) The number of directors of this company be and the same is hereby increased from three to four, so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four Directors.

(2) Three Directors shall constitute a quorum at any Meeting of the Board of Directors.

(3) All prior By-Laws, Resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

NORMAN W. GORDON,
Secretary.

BOUCHER FRÈRES LTÉE
BOUCHER BROS. LTD.

Règlement N° 6

(augmentant le nombre des directeurs de 3 à 7)

Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit augmenté et fixé à sept (7) et que l'article du règlement numéro 1 de la compagnie est amendé en conséquence.

Le Secrétaire-trésorier,
32328-o GASTON ROCHON.

BOUCHER FRÈRES LTÉE
BOUCHER BROS. LTD.

By-Law No. 6

(Increasing the number of Directors from 3 to 7)

That the number of the Directors of the Company be increased and fixed to seven (7) and that the article of By-law number 1 of the company be consequently amended.

32328 GASTON ROCHON,
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Pentecôte", en date du 15 octobre 1950, dont le siège social est situé à Pentecôte, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 mars 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32330-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Pentecôte", under date the 15th day of October, 1952, whereof the head office is at Pentecôte, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 20, 1952.

32330 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est donné que la compagnie "Canadian Devonian Petroleum Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. John G. Kirkpatrick.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 31e jour de mars 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32308-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the company "Canadian Devonian Petroleum Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 360 St. James St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. John G. Kirkpatrick.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31th day of March, 1952.

32308 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des travailleurs de l'Automobile de la région de Shawinigan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 mars 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32333-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le 1er avril 1952, les amendements apportés aux règlements du "Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 15 décembre 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 2 avril 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32339-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des travailleurs de l'Automobile de la région de Shawinigan", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 31, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières.

32333 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments made by By-laws of "Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile", as adopted at the meeting held on December 15, 1951, were approved by the Provincial Secretary on the 1st of April, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 2, 1952.

32339 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "White Rose employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 avril 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32338-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "White Rose Employees' Association" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 2, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
32338 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est donné, conformément à la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "St. Maurice Valley Appliances Limited", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Grand'Mère, le 28 mars 1952.

Le Vice-président,
32313-o DANIEL ABOUD.

NOTICE

Notice is given that according to the Quebec Companies Act, the company "St. Maurice Valley Appliances Limited", will make application for leave to surrender its charter.

Grand'Mère, March 28th, 1952.

DANIEL ABOUD,
32313-o Vice-President.

L. POWER & COMPANY, LIMITED

AVIS

Avis est donné que la compagnie "L. Power & Company Limited", s'adressera au Procureur général de la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Daté à Québec, le 1er avril 1952.

L. POWER & COMPANY, LIMITED.
Le Secrétaire,
Copie certifiée, JOHN H. BUCHANAN.
W. P. POWER 32334-o

NOTICE

L. POWER & COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "L. Power & Company, Limited", will make application to the Attorney General of the Province of Quebec under the provisions of the Quebec Companies Act for leave to surrender its charter and for the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney General.

Dated at Quebec, this First day of April 1952.

L. POWER & COMPANY, LIMITED.
JOHN H. BUCHANAN,
Certified true copy, Secretary.
W. P. POWER, 32334-o

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 3 mars 1952 du conseil de la municipalité de St-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, comté de Rivière-du-Loup, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 27 mars 1952, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 27 mars 1952.
Le Ministre des Affaires Municipales,
32322-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 3rd of March, 1952, of the Council of the municipality of St-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, county of Rivière-du-Loup, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date the 27th of March, 1952, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, thereafter in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, March 27, 1952.
BONA DUSSAULT,
32322 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 983-51.

Québec, le 24 mars 1952.
Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Fortunat-de-Wolfestown, dans

Department of Education

No. 983-51.

Quebec, March 24, 1952.
Application is made to detach from the school municipality of St-Fortunat-de-Wolfestown, in

le comté de Wolfe, les lots 19-B, 20-A et 20-B du rang VIII du canton de Wolfestown et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32284-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 273-52.

Québec, le 25 mars 1952.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Des Buissons", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

La partie du canton Manicouagan limitée comme suit, savoir:

Au nord: commençant à la tête des chutes à l'embouchure de la rivière Manicouagan, à un point définissant l'angle nord-est dudit canton; de là, astronomiquement ouest, 388 chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive est de la rivière Outardes.

A l'ouest: la rivière Outardes.

Au sud: l'extrémité nord des lots nos 1 à 22 du rang de la Pointe-aux-Outardes, puis le fleuve St-Laurent.

A l'est: la municipalité scolaire de Pointe-Lebel, et au nord-est, par la rivière Manicouagan.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32288-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1249-50.

Québec, le 25 mars 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, les lots 312 et 313 du rang V (5) du canton d'Inverness, et de les annexer à la municipalité scolaire du Village d'Inverness, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32289-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 74-52.

Québec, le 25 mars 1952.

Demande est faite de détacher: 1° de la municipalité scolaire de Saint-Claude, comté de Richmond, les lots 14 à 28 inclusivement des rangs VII et VIII; la moitié sud-ouest des lots 9 à 13 inclusivement (soient les Nos 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649 et 651 du cadastre officiel.) et les lots 14 à 28 aussi inclusivement du rang IX; la moitié sud-ouest des lots 3 à 8 inclusivement et les lots 9 à 11 aussi inclusivement du rang X; les lots 1 et 2 du rang XI.

2° de la municipalité scolaire du canton de Windsor, même comté, les lots 3 à 28 inclusivement du rang XI; 12 à 28 inclusivement du rang X; les 300 pieds nord-est des lots 1 à 10 inclusivement et 300 pieds nord, de la moitié du lot 11 du rang XII, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "Saint-Zacharie-de-Windsor", comté de Richmond.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32290-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 199-52.

Québec, le 28 mars 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Village de Compton, dans le comté de Compton, pour les annexer à la municipalité

the county of Wolfe, lots 19-B, 20-A and 20-B of range VIII of the township of Wolfestown and to annex them to the school municipality of St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, in the same county.

32284-13-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 273-52.

Quebec, March 25, 1952.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Des Buissons", in the county of Saguenay, the territory hereinafter described, which has not yet been organized as regards schools.

The part of the township Manicouagan, bounded as follows, to wit:

On the north: starting at the head of the falls at the mouth of the Manicouagan river, at a point defining the northeast corner of the said township; thence, west astronomically, 388 chains, more or less, as far as the east bank of the Outardes river.

On the west: the Outardes river.

On the south: the north extremity of lots Nos. 1 to 22 of the Pointe-aux-Outardes range, and the St. Lawrence river.

On the east: the school municipality of Pointe-Lebel, and on the northeast by the Manicouagan river.

32288 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1249-50.

Quebec, March 25, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Mégantic, lots 312 and 313 of range V (5) of the township of Inverness, and to annex them to the school municipality of the Village of Inverness, same county.

32289-13-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 74-52

Quebec, March 25, 1952.

Application is made to detach: 1. from the school municipality of Saint-Claude, county of Richmond, lots 14 et 28 inclusively of ranges VII and VIII; the south-west half of lots 9 10 13 inclusively (namely nos. 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649 and 651 of the official cadastre) and lots 14 to 28 also inclusively, of range IX; the south-west half of lots 3 to 8 inclusively and lots 9 to 11 also inclusively of range X; lots 1 to 2 of range XI.

2. from the school municipality of the township of Windsor, same county, lots 3 to 28 inclusively of range XI; 12 to 28 inclusively of range X; the northeast 300 feet of lots 1 to 10 inclusively and 300 feet north, of the half of lot 11 of range XII, and to form all this territory into separate school municipality, for the Catholic tax payers only, under the name of "Saint-Zacharie-de-Windsor", county of Richmond.

32290-13-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 199-52.

Quebec, March 28, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Compton, in the county of Compton, to annex them to the school

scolaire du Canton de Compton, les lots ci-dessus décrits, savoir:

Le lot 8-A du rang V (5) du Canton de Compton moins la partie du dit lot qui se trouve à l'est du chemin de fer traversant dans son coin nord-est; le lot 8-B du même rang et du même canton; la partie du lot 9-A du même rang et du même canton, situé au sud du chemin public, traversant le dit lot dans son coin sud-ouest; le lot 8-E du rang IV (4) sauf cette partie du dit lot d'environ deux acres dans le coin nord-ouest borné au sud et à l'est par le ruisseau.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
32327-14-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 146-52.

Québec, le 1 avril 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Port-Joli, dans le comté de l'Islet, la partie du lot N° 452 du cadastre officiel de St-Jean-Port-Joli, appartenant à monsieur Louis-G. Bois et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Aubert, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
32337-14-2 O. J. DESAULNIERS.

municipality of the township of Compton, the lots hereinafter described, to wit:

Lot 8-A of range V in the township of Compton, less that part of the said lot situate east of the railroad, crossing its northeast corner; lot 8-B of the same range and of the same township; Part of lot 9-A of the same range and of the same township, situate to the south of the public road, crossing the said lot in its southwest corner; lot 8-E of range IV (4) with the exception of that part of the said lot of about two acres, in the northwest corner, bounded on the south and on the east by the brook.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
32327-14-2

No. 146-52.

Quebec, April 1, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Jean-Port-Joli, in the county of l'Islet, the part of lot No. 452 of the official cadastre of St-Jean-Port-Joli, belonging to Mr. Louis G. Bois and to annex it to the school municipality of Saint-Aubert, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
32337-14-2

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans les cités de Québec et Sillery, la ville de Québec-Ouest et la municipalité de Giffard, rendue obligatoire par le décret numéro 3265 du 6 septembre 1940 et amendements, à l'effet d'amender de nouveau ledit décret de la façon suivante

1° Les paragraphes "h" à "i" inclusivement de l'article II seront remplacés par les suivants
"h) *Commis*: Le terme "commis" désigne tout salarié préposé à la réception, à la vente, à la livraison des marchandises, à la surveillance, et tout salarié du sexe féminin préposé à l'étalage.

hh) *Personnel de bureau*:

1. *Comptable*: Le terme "comptable" désigne le salarié qui a le contrôle de la comptabilité.

2. *Préposé à la perception extérieure*: Le terme "préposé à la perception extérieure" signifie et comprend tout employé (cf. par. "b") dont la fonction principale est de se présenter au domicile des clients ou débiteurs, afin de recevoir toute somme due à l'un des établissements ou entreprises privées régis par le présent décret.

3. *Employé de bureau*: Le terme "employé de bureau" signifie et comprend tout autre employé des services administratifs de l'établissement.

hhh) *Personnel d'atelier*: Le terme "personnel d'atelier" désigne tout salarié qui exécute l'un ou l'autre des ouvrages suivants confection et réparation de vêtements d'hommes, de robes, de manteaux, lingerie et chapeaux pour dames de garniture pour l'intérieur ou l'extérieur de maisons et d'ornements d'église, à l'exception des salariés régis par le décret relatif aux travailleurs en fourrure, dans la cité de Québec.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the cities of Quebec and Sillery, the town of Quebec-West and the municipality of Giffard, rendered obligatory by the decree number 3265 of September 6, 1940, as amended, to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsections "h" to "i" inclusive, of section II will be replaced by the following:

"h) *Clerk*: The term "clerk" means any employee committed to the reception, sale, delivery of goods, supervision, and any female employee committed to the display of goods.

hh) *Office staff*:

1) *Accountant*: The term "accountant" designates the employee who verifies and supervises the book-keeping.

2) *Outside collectors*: The term "outside collectors" means any employee (cf. subsec. "b") whose main function is to call on customers or debtors, in order to collect any sum owed to one of the establishments or private concerns governed by this decree.

3) *Office employee*: The words "office employee" mean any other employee of the establishment's administration services.

hhh) *Shop staff*: The term "shop staff" means any employee who performs any one of the following operations: making and repair of men's clothing, ladies' gowns, cloaks, underwear and hats, of home furnishings (either inside or outside) or church ornaments, with the exception of the employees governed by the decree relating to the fur industry, Quebec district.

i) *Livreur*: Le terme "livreur" signifie et comprend tout employé (cf. paragraphe "b") qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises, ou à la responsabilité de percevoir le paiement des marchandises livrées et d'en rendre compte."

i) *Delivery-man*: The term "delivery-man" means any employee (cf. subsec. "b") who is in charge of a horse-drawn or motor vehicle and makes the delivery and cartage of merchandise or has the responsibility of collecting the payment of goods delivered."

2° L'article III sera remplacé par le suivant

2. Section III will be replaced by the following:

"III. *Durée du travail*: a) L'heure dont fait mention le présent décret sera l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

"III. *Duration of labour*: a) The time mentioned in the present decree shall be the legal time of the municipal corporation concerned.

b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret est de quarante-cinq (45) heures réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m. chaque jour de la semaine avec le droit pour l'employeur de faire travailler ses salariés jusqu'à 10.00 p.m. un soir de la semaine et la veille des jours de fêtes chômées.

b) The regular work week in the establishments governed by the present decree is one of forty-five (45) hours distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. every day of the week, the employer having the right to keep his employees to work until 10.00 p.m. one evening to the week and the eve of a holiday.

Toutefois, durant les mois de juillet et août, le travail de tous les employés doit cesser à 6.00 p.m., tous les jours de la semaine.

However, during the months of July and August, all employees shall cease working at 6.00 p.m., every day of the week.

Tout employé a droit à une (1) heure et trente (30) minutes pour prendre ses repas.

All employees shall have one (1) hour and thirty (30) minutes off for meals.

Tout employé faisant trente (30) heures ou plus et moins de quarante (40) heures de travail par semaine est considéré comme employé régulier, rémunéré comme tel, il a droit à un surplus de salaire de vingt pour cent (20%).

All employees working thirty (30) hours or more and less than forty (40) hours in a week shall be considered and paid as regular employees, and shall be entitled to a surplus of twenty per cent (20%) in their wages.

Toutefois, l'employeur dont la semaine régulière de travail est de moins de quarante-huit (48) heures peut déduire dans la même proportion, la limite de quarante (40) heures mentionnée à l'alinéa précédent.

However, the employer with a regular work week of less than forty-eight (48) hours may deduct, in the same proportion, the limit of forty (40) hours mentioned in the preceding paragraph.

c) Le salaire de l'employé arrivant en retard à son travail, par rapport aux heures déterminées au paragraphe "b" du présent article, sera réduit proportionnellement au taux double de son salaire.

c) The wages of the employees being late to work as per the hours determined in subsection "b" of the present section, shall be reduced at the rate of double time.

d) *Horaires des fêtes*: En aucun temps, l'employeur ne pourra faire travailler ses employés à la vente après six (6) heures du soir, si ce n'est un jour de semaine pendant la période des fêtes, soit quatre (4) jours ouvrables avant le 24 décembre en plus du vendredi soir, et ce, jusqu'à dix (10) heures du soir. Si l'employeur enfreignait cette prescription impérative du décret, ledit employeur serait passible en plus du paiement de l'amende prévue en pareil cas, de payer à l'employé un salaire égal au double de celui auquel l'employé aura droit en vertu des autres conditions du décret, l'employé serait aussi passible de l'amende prévue en pareil cas pour avoir enfreint une des stipulations impératives du décret.

d) *Working periods for holidays*: The employer shall never keep his employees to do sales work after 6.00 p.m., except on week days during the holidays period, i. e. four (4) working days before December 24, not counting Friday evening, where sales work may be performed until 10.00 p.m. Should the employer not comply with this mandatory provision of the decree, he shall, apart from paying the fine for such cases, pay to the employees double time based on their regular wages as determined under this decree; the employees would also be liable to the fine established for similar cases if he violated one of the mandatory stipulations of the decree.

dd) Pendant la période des fêtes, soit quatre jours ouvrables avant le 24 décembre en plus du vendredi soir, l'employé régulier ne pourra réclamer aucun salaire pour travail additionnel accompli durant les heures mentionnées au paragraphe "d" du présent article.

dd) During the holidays period, i.e. four (4) working days before december 24, not counting Friday evening, the regular employee shall not be entitled to any remuneration for additional work performed during the hours mentioned in subsection "d" of the present section.

e) Tout employé régulier sera rémunéré pour les jours suivants où les magasins seront fermés: le premier de l'An, le 2 janvier ou le 3 janvier si le 2 est un dimanche, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à 1.00 heure p.m., le jour de l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et tout autre jour où l'employeur professionnel tient son établissement fermé au public, sans faire travailler tous ses employés réguliers.

e) Every regular employee shall be paid for the following days on which stores shall be closed: New Year's Day, January 2 or January 3 if the latter be a Sunday, Epiphany, Good Friday, until 1.00 p.m., Ascension Day, St. John the Baptists Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and any other day on which the employer or professional employer keeps his establishment closed to the public, and does not call all of his regular employees to work.

f) Le chef de rayon, le chef d'allée et le chef étalagiste qui ne fait que ce travail, le comptable et le préposé à la perception extérieure, n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée de leur travail, pendant la semaine, n'excède pas cinquante (50) heures.

f) The department head, the floor walker and the chief-displayer working in such capacity, as well as the accountant and the outside collector shall not be paid for overtime or additional work when the total duration of their work, during the week, does not exceed fifty (50) hours.

g) Le livreur et l'aide-livreur (cf. par. "i" et "j" de l'article II) n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée hebdomadaire du travail n'excède pas cinquante (50) heures.

h) Tout travail exécuté en dehors de l'horaire déterminé au paragraphe "b" du présent article, par un employé régulier ou un employé supplémentaire, sera, à moins de dispositions contraires, considéré et rémunéré comme travail supplémentaire.

i) Tout employé régulier qui, le trente juin de chaque année, a terminé un an de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, a droit à une semaine de vacances, salaire payé. Tout employé qui, le 30 juin de chaque année, a terminé cinq années de travail consécutives dans le même établissement a droit à deux semaines de vacances payées.

Le salarié qui a complété quinze (15) ans d'emploi continu au 30 juin de chaque année dans le même établissement a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

Tout employé ayant 90 jours d'emploi continu a droit à une demi-journée de vacance payée par mois de calendrier d'emploi complété au 30 juin de chaque année, calculé à raison de 2% de son salaire pour la période d'emploi donnant droit aux vacances.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux employés réguliers d'atelier chez un tailleur lesquels ont droit à une semaine de vacances, salaire payé, quand le trente juin de chaque année, ils ont terminé deux ans de travail dans le même établissement ou pour le même employeur.

Les semaines de vacances prévues au présent paragraphe sont de sept (7) jours consécutifs et doivent être accordées dans les douze mois suivant la date à laquelle l'employé y a droit.

Lorsque, au 30 juin de chaque année, un employé a eu moins de trente (30) jours d'absence approuvée par son employeur dans le cours de l'année, il a droit aux vacances payées prévues ci-haut; si ces absences dépassent trente (30) jours, l'employé a droit à des vacances payées au prorata seulement du nombre de semaines de travail. En aucun cas, cependant, l'employeur ne peut être tenu de payer des vacances à son employé si ce dernier a été rémunéré au taux prévu par le présent décret pendant les jours d'absence approuvée ou si de telles absences n'ont pas été approuvées par l'employeur.

Quand un des jours chômés énumérés au paragraphe "e" du présent article tombe durant la semaine de vacances payées d'un employé, ce dernier a droit à une journée additionnelle de vacances ou à une journée de salaire en plus, à la discrétion de l'employeur.

Aucune retenue ne doit être faite sur la paie d'un employé régulier pour l'observance des jours chômés énumérés au paragraphe "e" du présent article, pourvu que tel employé soit à son travail le jour chômé. Tel employé doit être considéré comme s'étant rapporté à son travail, si son absence la veille ou le lendemain résulte d'une permission expresse de l'employeur ou de son représentant autorisé, ou est causée par la maladie. Tout employé régulier suspendu la veille ou le lendemain d'un jour chômé doit être payé pour ledit jour chômé.

L'employé qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière prévue ci-haut, a le droit de ré-

g) The delivery man and the delivery man's helper (cf. subsection "i" and "j" of section II) shall not be paid for extra or additional work when the weekly duration of labour does not exceed fifty (50) hours.

h) All time worked outside the working hours determined in subsection "b" of the present section by a regular or extra employee, shall be considered and remunerated as overtime, unless stipulated otherwise.

i) Every regular employee who has worked for one year in the same establishment or for the same employer, on the thirtieth of June of each year, is entitled to one week's holiday with pay. Every employee who has completed on June 30 of any one year, five years of continuous service in the same establishment, is entitled to a vacation of two weeks with pay.

The employee who has completed fifteen years (15) of continuous employment on June 30 of each year in the same establishment is entitled to a vacation of three (3) weeks with pay.

Every employee with ninety (90) days of continuous employment is entitled to one half-day of vacation with pay per calendar month of service completed on June 30th of each year, computed at the rate of 2% of his wages for the period of employment which entitles to the vacation.

The foregoing provision do not apply to regular shop employees, working for a tailor, who are entitled to one week's holiday with pay when, on the thirtieth of June of each year, they have completed two years of service in the same establishment or for the same employer.

The holidays referred to in the present subsection consist of seven (7) consecutive days and shall be granted within the twelve months following the date on which the employee has become entitled to them.

When, on June 30 of one year, an employee has had less than 30 days of absence approved by his employer in the course of the past year, he is entitled to a vacation with pay as above provided for; when such absence exceeds 30 days, the employee is entitled to a vacation with pay, the duration of which to be based on the prorata of the number of weeks of work; however, an employer is not compelled to give a vacation with pay to an employee when, during the absence of the latter, his wages have been paid at the rate established in the present decree, or when the absence has not been approved by the employer.

When a holiday, as stipulated in subsection "e" of the present section, falls in the week of vacation with pay, of the employee, the latter is entitled, at the option of the employer, to an additional day of vacation or to an additional day of pay.

No deduction shall be made from the pay of a regular employee as a result of the observance of the holidays enumerated in subsection "e" of this section, provided the said employee has been working the day before and the day after the holiday; such employee shall be considered as having reported to work if his absence the day before or the day after a holiday has been expressly permitted by the employer or his authorized representative, or is caused by sickness. Any employee discharged the day before or the day after an holiday shall be paid for the said holiday.

The employee who has not taken the holidays as above stipulated has the right to claim, when

clamer, lorsque le délai pour les lui donner est expiré, l'équivalent en argent pour la période des vacances auxquelles il a droit.

Si l'employé est congédié ou laisse son emploi pour quelque raison que ce soit avant d'avoir bénéficié des vacances auxquelles il a droit, l'employeur ou l'employeur professionnel doit lui payer, lors de la cessation de l'emploi, l'équivalent de l'argent pour la période des vacances auxquelles l'employé a droit.

j) Tout travail exécuté par des employés supernuméraires (cf. par. "e" de l'article II) sera considéré et rémunéré comme travail supplémentaire.

k) Les gardiens de nuit n'ont droit à aucune rémunération pour le travail supplémentaire pourvu que leurs heures de travail n'excèdent pas quatre-vingt-quatre (84) heures dans un semaine.

L'employeur devra leur accorder un congé hebdomadaire d'au moins vingt-quatre (24) heures consécutives ou un congé à toutes les deux semaines d'au moins quarante-huit (48) heures consécutives.

l) Les livreurs, les aides-livreurs, les commis préposés à la livraison et à la réception des marchandises, les hommes de métier, d'entrepôt et d'ouvrage général (cf. par. "h", "i", "j", "k" et "l" de l'article II) n'auront droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée du travail n'excède pas cinquante (50) heures par semaine, et le temps perdu par ces employés pourra être déduit de leur salaire gagné pour le temps actuellement fait pendant la semaine.

m) L'employeur ne pourra obliger ses employés à travailler les dimanches et durant les jours mentionnés au paragraphe "e" du présent article et tout travail exécuté durant ces jours sera rémunéré au taux double du salaire régulier de tel employé, exception faite toutefois pour les gardiens de nuit, les préposés au soin des chevaux, les chauffeurs de fournaies, le mécanicien en charge du garage, lorsque ces employés travaillent pour l'établissement alors que dans ces cas, ils seront rémunérés au taux de leur salaire régulier comme si le travail ainsi exécuté ces jours-là eut été fait durant la semaine régulière de travail.

n) Du 15 mars au premier septembre, dans les établissements commerciaux où l'on fait principalement de la réparation de bicycles et le commerce d'accessoires de bicycles, les employeurs assujettis au décret pourront faire travailler leurs salariés jusqu'à 10 heures le soir en payant le taux de salaire prévu aux autres stipulations du présent décret.

3° Les paragraphes "a" à "l" inclusivement de l'article IV seront remplacés par les suivants:

Occupations	Salaires hebdomadaires	
	homme	femme
a) Chef de rayon dans département faisant \$100,000.00 d'affaires et plus	\$60.00	\$46.00
Dans département faisant \$50,000.00 d'affaires et plus	55.00	40.00
Dans département faisant moins de \$50,000.00 d'affaires	50.00	35.00

Ces taux de salaires comprennent tous boni qui peuvent être dus à cette classe de salariés, en plus de leur salaire régulier; toutefois, l'employé doit recevoir chaque semaine le taux minimum déterminé ci-haut, suivant le chiffre d'affaires fait par le ou les départements dont il est en charge durant l'année précédente.

the period during which such holidays may be taken has expired, the equivalent in remuneration for the period of vacation to which he is entitled.

If the employee is dismissed or leaves his employment for what reason soever before he has taken the vacation to which he is entitled, the employer, or the professional employer shall pay him, at the expiration of employment, an amount equivalent to the remuneration for the period of vacation to which the employee is entitled.

j) All time worked by supernumerary employees (cf. subsection "e" of section II) is considered and paid as overtime.

k) Night watchmen are not entitled to overtime remuneration so long as their hours of work do not exceed eighty-four (84) in one week.

The employer shall give them a weekly holiday of at least twenty-four (24) consecutive hours or a holiday every two weeks of at least forty-eight (48) consecutive hours."

l) The delivery man, the deliveryman's helper, the clerks attending to the delivery and reception of merchandise, the tradesman, warehouseman and general workman (cf. subsec. "h", "i", "j", "k" and "l" of section (II) are not paid for overtime or additional work, when the duration of work does not exceed fifty (50) hours per week, and time lost by those employees may be deducted from their wages earned for the time actually worked during the week.

m) No employer shall compel his employees to work on Sundays and on the days mentioned in subsection "e" of the present section and all time worked on those days paid double time with respect to the regular wages of the said employees, with the exception, however, of night watchmen, stablemen, firemen (furnaces), mechanics in charge of the garage when they work for the establishment and, in such case, they shall be paid the regular rate as if the work so performed on such days had been done during the regular working week.

n) From March 15 to September 1, in commercial establishments engaged principally in bicycle repairs or in the trade of bicycle accessories, the employers governed by the decree may keep their employees until 10.00 p.m. providing they pay the rates established herein.

3. Subsections "a" to "l" inclusive of section IV will be replaced by the following:

Occupations	Weekly Wages	
	Male	female
a) Departmental manager:		
With a minimum turnover, in his department of \$100,000.00	\$60.00	\$46.00
With a minimum turnover of \$50,000.00	55.00	40.00
Whose turnover is less than \$50,000.00	50.00	35.00

These rates of wages include all bonuses which may be owed to that class of employees, in excess of their regular wages; however, the employee shall receive, each week, the minimum rate determined above, according to the turnover of the preceding year in the department or departments of which he is in charge.

b) Chef étalagiste.	55.00
c) Chef d'allée.	44.00
d) Comptable.	50.00

Préposé à la perception
extérieure.

e) Commis:	<i>Taux horaires</i>	
1° Surnuméraires:65	.40
2° Supplémentaires:75	.50

3° Régulier: *Par semaine*

durant la 1ère année d'ex- périence.	17.50	16.00
durant la 2ème année d'ex- périence.	21.50	19.00
durant la 3ème année d'ex- périence.	25.00	21.50
durant la 4ème année d'ex- périence.	28.50	
durant la 5ème année d'ex- périence.	32.50	

Tous les employés féminins de cette catégories
ayant trois (3) années d'expérience ou plus doi-
vent être payés comme suit:

1/3 Classe C.	\$24.00
1/3 Classe B.	26.00
1/3 Classe A.	29.00

Tous les employés masculins de cette catégorie
ayant cinq (5) années d'expérience ou plus
doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C.	38.00
1/3 Classe B.	42.00
1/3 Classe A.	47.00

4° *Étalagistes*: Après avoir complété cinq (5)
années d'expérience, les employés masculins de
cette catégorie, s'ils veulent avoir droit aux
salaires des classes "A", "B" et "C" doivent
passer les examens requis pour chacune des
classes pour déterminer leur compétence et les
salaires déterminés pour chacune des classes
sont les suivants:

Classe A.	49.00
Classe B.	42.00
Classe C.	39.00

Quant aux apprentis étalagistes, ils sont rému-
nés, selon leurs années d'expérience, au même
taux que les commis.

5° *Employés de Bureau*:

durant 1ère année d'expé- rience.	19.00	17.00
durant 2ème année d'expé- rience.	23.00	21.00
durant 3ème année d'expé- rience.	26.00	23.00
durant 4ème année d'expé- rience.	29.00	
durant 5ème année d'expé- rience.	33.00	

Tous les employés féminins de cette catégorie
ayant trois (3) années d'expériences ou plus
doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C.	26.00
1/3 Classe B.	28.00
1/3 Classe A.	30.00

Tous les employés masculins de cette catégorie
ayant cinq (5) années d'expérience ou plus doi-
vent être payés comme suit:

1/3 Classe C.	39.00
1/3 Classe B.	43.00
1/3 Classe A.	48.00

f) *Autres employés*:

1° Livreur:	42.00
Aide-livreur de moins de 21 ans: durant la 1ère année d'ex- périence.	18.00

b) Head displayer.	\$55.00
c) Floor-walker.	44.00
d) Accountant.	50.00

Collector (outside).

e) Clerk:	<i>per hour</i>	
1. Supernumerary employee	\$ 0.65	\$ 0.40
2. Extra employee.	0.75	0.50
3. Regular employee:	<i>per week</i>	

During 1st year of expe- rience.	\$17.50	\$16.00
During 2nd year of expe- rience.	21.50	19.00
During 3rd year of expe- rience.	25.00	21.50
During 4th year of expe- rience.	28.50	
During 5th year of expe- rience.	32.50	

All female employees in this category with
three (3) years of experience or more shall be
paid as follows: *

1/3 Class C.	\$24.00
1/3 Class B.	26.00
1/3 Class A.	29.00

All male employees in this category with five
years of experience or more shall be paid as fol-
lows:

1/3 Class C.	38.00
1/3 Class B.	42.00
1/3 Class A.	47.00

4. *Display*: After five years of experience, the
male employees of this category who wish to
receive the wages of classes A, B and C shall sit
for the examinations required for each class in order
to determine their competency, and the
wages established for each class are as follows:

Class A.	\$49.00
Class B.	42.00
Class C.	39.00

As for apprentice display workers, they shall
be paid according to their years of experience
on the same basis as clerks.

5. *Office employees*:

During 1st year of expe- rience.	\$19.00	\$17.00
During 2nd year of expe- rience.	23.00	21.00
During 3rd year of expe- rience.	26.00	23.00
During 4th year of expe- rience.	29.00	
During the 5th year of expe- rience.	33.00	

All female employees of this category with
three (3) years of experience or more shall be paid
as follows:

1/3 Class C.	\$26.00
1/3-Class B.	28.00
1/3-Class A.	30.00

All male employees of this category with five
(5) years of experience or more shall be paid as
follows:

1/3-Class C.	\$39.00
1/3-Class B.	43.00
1/3-Class A.	48.00

f) *Other employees*:

1. Delivery man.	\$42.00
Delivery man's helper un- der 21 years of age During 1st year of expe- rience.	18.00

durant la 2ème année d'ex- périence.	22.00
durant la 3ème année d'ex- périence.	25.00
durant la 4ème année d'ex- périence.	28.00
durant la 5ème année d'ex- périence.	32.00
Aide-livreur de 21 ans et plus	36.00
2° Messenger	16.00
3° Chasseur.	13.00

g) *Personnel d'atelier:*

1° *Homme: Par semaine*

i) apprenti-tailleur ou couturier:	
1ère année	17.50
2ème année.	20.00
3ème année.	23.00
4ème année.	26.00
5ème année.	30.00

ii) Les tailleurs ou couturiers ayant cinq (5) ans d'expérience ou plus doivent être rémunérés comme suit:

1/3 Classe C.	35.00
1/3 Classe B.	40.00
1/3 Classe A.	46.00

2° *Femmes:*

i) Apprentie modiste ou couturière:	
1ère année	16.00
2ème année.	19.00
3ème année.	21.50

ii) Les modistes couturières ayant trois (3) années d'expérience ou plus doivent être rémunérées comme suit:

1/3 Classe C.	24.00
1/3 Classe B.	26.00
1/3 Classe A.	30.00

h) Aux fins du présent décret, le chef de rayon des patrons (patterns) dans un ou des établissements visés par ledit décret n'est pas considéré comme un chef de rayon et il doit être rémunéré au même taux que les commis du sexe féminin.

i) Les hommes de métier, détenteurs d'une carte de compagnon émise par le Comité paritaire doivent être rémunérés au taux de \$47.00 par semaine.

j) Les apprentis hommes de métier, doivent recevoir les salaires suivants:

Apprentis 1ère année.	\$16.00
Apprenti 2ème année	19.00
Apprenti 3ème année	21.00
Apprenti 4ème année	26.00

L'apprenti homme de métier qui a complété ses quatre (4) années d'apprentissage, mais qui n'a pas passé les examens pour se faire classer compagnon dans son métier, doit recevoir le salaire des hommes d'ouvrage général.

jj) Nonobstant les dispositions du paragraphe "j" du présent article, les taux de salaire minima suivants s'appliquent aux apprentis du métier d'horloger ou de bijoutier:

1er semestre.	\$10.00
2ème semestre	12.00
2ème année.	16.00
3ème année.	18.00
4ème année.	22.00

k) Le salaire d'un employé d'ouvrage général exécutant divers travaux de réparation, le montage et l'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts ou au domicile des clients et exécutant le travail ordinairement appelé "ouvrage général" ou du préposé au service aux fins de présent décret, est le suivant:

1° *Hommes d'ouvrage général:*

a) de moins de 21 ans: <i>Par semaine</i>	
durant la 1ère année d'ex- périence.	\$18.00

During 2nd year of expe- rience.	22.00
During 3rd year of expe- rience.	25.00
During 4th year of expe- rience.	28.00
During 5th year of expe- rience.	32.00
Delivery man's helper, 21 years or more.	36.00
2. Messenger.	16.00
3. Errand boy.	13.00

g) *Shop staff:*

1. *Male employees: per week*

i) Apprentice-tailor or dress- maker:	
1st year.	\$18.00
2nd year.	20.00
3rd year.	23.00
4th year.	26.00
5th year.	30.00

ii) Tailors and dress-makers with 5 years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.	\$35.00
1/3 Class B.	40.00
1/3 Class A.	46.00

2. *Female employees:*

i) Apprentice-milliner or seamstress:	
1st year.	\$16.00
2nd year.	19.00
3rd year.	21.50

ii) Milliners and seamstresses with 3 years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.	\$24.00
1/3 Class B.	26.00
1/3 Class A.	30.00

h) For the purposes of present decree the head of the patterns department, in one or more establishments hereby governed is not considered as a departmental manager and shall be paid the female clerks' rates.

i) Tradesmen holding a journeyman's card issued by the Parity Committee, shall be remunerated at the rate of \$47.00 per week.

j) Trade apprentices shall receive the following wages:

Apprentice, 1st year.	\$16.00
Apprentice, 2nd year.	19.00
Apprentice, 3rd year.	21.00
Apprentice, 4th year.	26.00

The trade apprentice who has completed four (4) years of apprenticeship but has not passed the examinations to be classified as journeyman in his trade, shall receive the wage rate of a general work employee.

jj) Notwithstanding the provisions of subsection "j" of the present section, the following minimum wage rates shall apply to apprentices in the clockmaking or jewellery trade:

1st six months.	\$10.00
2nd six months.	12.00
2nd year.	16.00
3rd year.	18.00
4th year.	22.00

k) The wage rates of a general work employee who does repair work, the pitting and installation of merchandise, whether in stores, warehouses or at the clients' house and who performs such work as is usually called "general work", or that of the service man, for the purposes of the present decree, is as follows:

1. *General work employees: Weekly*

a) under 21 years of age <i>Wages</i>	
during 1st year of expe- rience.	\$18.00

durant la 2 ^{ème} année d'ex- périence.	22.00
durant la 3 ^{ème} année d'ex- périence.	25.00
durant la 4 ^{ème} année d'ex- périence.	28.00
durant la 5 ^{ème} année d'ex- périence.	32.00
b) de 21 ans et plus.	36.00
c) travaillant en dehors des heures régulières de tra- vail, soit entre 6.00 p.m. l'heure et 8.00 a.m.	\$0.70
2° Femmes de ménage:	
Pour 48 heures de travail par semaine fait de jour ou de nuit	23.00
Travaillant moins de 35 heures par semaine	\$0.55
3° Préposés aux ascenseurs:	
Pour 45 heures de travail.	17.50
l) Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit sera comme suit:	
a) gardien de nuit faisant seulement de la surveil- lance.	33.00
b) gardien de nuit qui fait de l'ouvrage général.	40.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 avril 1952.

32335-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du marbre, tuile et terrazzo dans la région de Montréal, rendue obligatoire par la section "C" (article XXIII) du décret numéro 579 du 7 juin 1951 et amendements, particulièrement l'arrêté en conseil numéro 1196-B du 25 octobre 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier la section "C" dudit décret en remplaçant le paragraphe "g" de l'article XXIII par le suivant:

"g) Taux de salaire minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	L'heure
Poseur de marbre.	\$1.95
Polisseur de marbre à la main.	1.62
Poseur de terrazzo.	1.95
Poseur de tuile.	1.95
Préposé aux machines à polir le terrazzo:	
(humide).	1.56
(sec).	1.76
Apprentis poseurs de marbre, tuile et ter- razzo:	
1 ^{ère} année.	1.00
2 ^{ème} année.	1.20
3 ^{ème} année.	1.55
4 ^{ème} année.	1.75
Apprentis polisseurs de terrazzo à sec:	
1 ^{er} trimestre.	1.46
deuxième trimestre.	1.62
après six mois.	1.76

during 2nd year of expe- rience.	22.00
during 3rd year of expe- rience.	25.00
during 4th year of expe- rience.	28.00
during 5th year of expe- rience.	32.00
b) 21 years of age or more.	36.00
c) working outside the regu- lar working hours, i.e. between 6.00 p.m. and 8.00 a.m.	\$ 0.70 per hour
2. Charwoman:	
for 48 hours of work per week, day or night.	23.00
working less than 35 hours per week.	\$ 0.55 per hour
3. Elevator employee:	
for 45 hours of work.	17.50
l) The weekly wage rate of night watchmen shall be as follows:	
a) night watchman com- mitted to the watch only	33.00
b) night watchman doing ge- neral work.	40.00"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labor.

Department of Labour,
Quebec, April 5, 1952.

32335-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the marble, tile and terrazzo industry in the district of Montreal, rendered obligatory by part "C" (Section XXIII) of the decree number 579, of June 7, 1951, as amended specially by Order No. 1196-B of October 25, 1951, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to him a request to amend part "C" of the said decree by substituting the following for subsection "g" of section XXIII:

"g) Minimum wages rates: The minimum wages rates are as follows:

	per hour
Marble setter.	\$1.95
Hand marble polisher.	1.62
Terrazzo layer.	1.95
Tile setter.	1.95
Terrazzo polishing machine operator:	
(water polishing).	1.56
(dry).	1.76
Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:	
1st year.	1.00
2nd year.	1.20
3rd year.	1.55
4th year.	1.75
Apprentices terrazzo polishing machine operator (dry):	
1st three months.	1.46
2nd three months.	1.62
After six months.	1.76

Apprentis polisseurs de terrazzo humide:
 1er trimestre. 1.41
 après trois mois. 1.56
 Les taux actuellement payés aux apprentis, s'ils sont supérieurs aux taux prévus dans la présente section, ne doivent pas être diminués."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 5 avril 1952. 32335-0

Apprentice terrazzo polishing machine operator (wet):
 1st three months. 1.41
 After three months. 1.56
 The wages actually paid to apprentices when higher than those established in the present part, shall not be reduced."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Quebec, April 5, 1952. 32335-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de Travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la cité de Hull et la ville de Buckingham, rendue obligatoire par le décret numéro 2246 du 27 août 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante

1° Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article III

"e) Tout salarié recevra chaque année un montant équivalent à 2% du salaire de base gagné, en guise de salaire de vacance. Si l'employé quitte le service d'un employeur avant d'avoir complété douze mois de service, il recevra quand même, en tel cas, 2% du salaire de base gagné à date."

2° Le paragraphe 6 de l'article III-A sera remplacé par le suivant

"6) Toute salariée recevra chaque année un montant équivalent à 2% du salaire de base gagné, en guise de salaire de vacance. Si l'employée quitte le service d'un employeur avant d'avoir complété douze mois de service, elle recevra quand même en tel cas, 2% du salaire de base gagné à date."

3° L'échelle de prix minima des services de l'article V, sera remplacée par la suivante

	Zones	
	I	II
Barbe.	\$0.40	\$0.25
Coupe de cheveux, adultes		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi.	0.60	0.60
Samedi et veilles de Noël et du Jour de l'An	0.75	0.70
Enfants de mois de 14 ans		
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.40	0.40
Vendredi, samedi et veilles de Noël et du Jour de l'An	0.60	0.50
Coupe de cheveux en brosse.	de plus	0.10
Flambage de cheveux	0.25	0.25
Shampooing.	0.50	0.35
Shampooing sec.	0.25	
Massage	0.75	0.35
Tonique	0.25	0.15
Rasage du cou.	0.15	0.05
Cheveux à domicile.	1.00	0.50
Barbe à domicile ou à l'hôpital.	1.00	0.50
Murine	0.10	
Aiguisage des ciseaux	0.50	0.10
Aiguisage de rasoir.	0.50	0.35"

NOTICE OF AMENDMENT

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the city of Hull and the town of Buckingham, rendered obligatory by the decree number 2246 of August 27, 1941, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° The following subsection "e" will be added to section III:

"e) Every employee shall receive, each year, an amount equivalent to 2% of the basic wages earned as vacation pay. Should the employee leave his employer before he has completed twelve months of service, he shall likewise receive 2% of the basic wages earned to date."

2° Subsection "6" of section III-A will be replaced by the following:

"6) Every employee shall receive, each year, an amount equivalent to 2% of the basic wages earned as vacation pay. Should the employee leave his employer before she has completed twelve months of service, she shall likewise receive 2% of the basic wages earned to date."

3° The scale of minimum prices of services contained in section V will be replaced by the following:

	Zones	
	I	II
Shave	\$0.40	\$0.25
Haircut, adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday.	0.60	0.60
Saturday and eves of Christmas and New Year's.	0.75	0.70
Children under 14 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.40	0.40
Friday, Saturday and eves of Christmas and New Year's.	0.60	0.50
Bruschcut.	more	0.10
Singeing of the hair	0.25	0.25
Shampoo	0.50	0.35
Dry shampoo.	0.25	
Massage.	0.75	0.35
Tonic	0.25	0.15
Neck shave.	0.15	0.05
Haircut at home	1.00	0.50
Shave at home or at the hospital.	1.00	0.50
Murine.	0.10	
Scissors setting	0.50	0.10
Razor setting.	0.50	0.35"

4° L'item "Shampooing...\$0.25" apparaissant à l'article V-A sera remplacé par le suivant "Shampooing...\$0.50".

5° Le Syndicat des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du District de Hull est substitué comme partie contractante de première part aux lieu et place de l'Association des Maîtres-Barbiers du District de Hull et l'Association des Coiffeuses de la Cité de Hull.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 5 août 1952

32335-0

4° The following item "Shampoo . . . \$0.25", contained in section V-A, will henceforth read as follows "Shampoo . . . \$0.50".

5° "Le Syndicat des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses du District de Hull" is substituted, as contracting party of the first part, for "L'Association des Maîtres-Barbiers du District de Hull" and "L'Association des Coiffeuses de la Cité de Hull".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, April 5, 1952.

32335-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon, rendu obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'alinéa suivant sera ajouté à la suite du paragraphe "l" de l'article II:

"Le Comité paritaire ou son bureau d'examineurs pourra décider si les années d'expérience acquises dans un autre commerce peuvent être comptées pour déterminer la classification d'emploi d'un salarié."

2° Le sous-paragraphe 3 du paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"3) Du 15 juin au 15 septembre de chaque année, la semaine régulière de travail se termine à midi, le samedi."

3° A l'article IV, les taux de salaires minima mentionnés pour les classifications d'emploi ci-après énumérées, seront remplacés par les suivants:

	par semaine
a) 1. Gérant	\$61.00
2. Chef-comptable	54.50
3. 1er commis à la vente	54.50
4. 1er commis Réc. & Exp.	51.00
5. 1er commis aux commandes	51.00
b) Livreur	43.50
c) Aide-livreur (moins 21 ans)	27.50
(21 ans et plus)	32.00
d) Messenger	14.00
f) Pers. masc. de bureau:	
1ère année	20.50
2ème année	24.50
3ème année	27.00
4ème année	31.50
5ème année	37.00
6ème année	41.00
7ème année	44.50
8ème année	47.50
9ème année	51.00
g) Commis à la vente:	
1ère année	19.00
2ème année	22.50
3ème année	27.00
4ème année	30.50
5ème année	35.50
5ème année	40.00

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware and paint trade in the cities of Québec and Lévis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The following paragraph will be added to subsection "l" of section II:

"The Parity Committee or its Board of Examiners may decide whether the years of experience in another trade may be considered to determine the classification of an employee."

2. Paragraph 3 of subsection "b" of section III will be replaced by the following:

"3. From June 15 to September 15 of each year, the standard work week shall end at 12.00 (noon), on Saturday."

3. The minimum wage rates for the following classifications of employment, as mentioned in section IV, are replaced by the following:

	per week
a) 1. Manager	\$61.00
2. Chief-accountant	54.50
3. Head sales-clerk	54.50
4. Head receiving and shipping clerk	51.00
5. Head order clerk	51.00
b) Delivery-man	43.50
c) Delivery-man's helper:	
(under 21 years of age)	27.50
(21 years of age and over)	32.00
d) Messenger	14.00
f) Male office clerk:	
1st year	20.50
2nd year	24.50
3rd year	27.00
4th year	31.50
5th year	37.00
6th year	41.00
7th year	44.50
8th year	47.50
9th year	51.00
g) Sales clerk:	
1st year	19.00
2nd year	22.50
3rd year	27.00
4th year	30.50
5th year	35.50
6th year	40.00

7ème année.....	42.00	7th year.....	42.00
8ème année.....	46.50	8th year.....	46.50
9ème année.....	51.00	9th year.....	51.00
<i>h) Commis à Réception et Expédition:</i>		<i>h) Receiving and shipping clerk:</i>	
1ère année.....	20.50	1st year.....	20.50
2ème année.....	24.50	2nd year.....	24.50
3ème année.....	27.00	3rd year.....	27.00
4ème année.....	31.50	4th year.....	31.50
5ème année.....	34.50	5th year.....	34.50
6ème année.....	37.50	6th year.....	37.50
7ème année.....	38.50	7th year.....	38.50
8ème année.....	41.00	8th year.....	41.00
9ème année.....	43.50	9th year.....	43.50
<i>i) Commis aux commandes:</i>		<i>i) Order clerk:</i>	
1ère année.....	20.50	1st year.....	20.50
2ème année.....	24.50	2nd year.....	24.50
3ème année.....	27.00	3rd year.....	27.00
4ème année.....	31.50	4th year.....	31.50
5ème année.....	34.50	5th year.....	34.50
6ème année.....	37.50	6th year.....	37.50
7ème année.....	40.00	7th year.....	40.00
8ème année.....	43.50	8th year.....	43.50
9ème année.....	46.50	9th year.....	46.50
	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
<i>k) Commis supplémentaire.....</i>	0.86	<i>k) Extra clerk.....</i>	\$ 0.86
<i>l) Commis Surnuméraire.....</i>	0.57	<i>l) Supernumerary clerk.....</i>	0.57
<i>m) Personnel féminin de bureau par semaine</i>		<i>m) Female office clerk: per week</i>	
1ère année.....	\$19.00	1st year.....	19.00
2ème année.....	23.50	2nd year.....	23.50
3ème année.....	28.00	3rd year.....	28.00
4ème année.....	31.50	4th year.....	31.50
<i>mm) Autre Personnel féminin:</i>		<i>mm) Other female employees:</i>	
1ère année.....	18.00	1st year.....	18.00
2ème année.....	21.50	2nd year.....	21.50
3ème année.....	25.50	3rd year.....	25.50
4ème année.....	28.00	4th year.....	28.00
<i>n) 1. Ouvriers de métiers qualifiés.....</i>	49.50	<i>n) 1. Skilled tradesman.....</i>	49.50
<i>2. Ouvriers de métiers non qualifiés.....</i>	42.00	<i>2. Unskilled tradesman.....</i>	42.00
<i>o) Apprenti: l'heure</i>		<i>o) Trade apprentices: per hour</i>	
1ère année.....	0.43	1st year.....	0.43
2ème année.....	0.54	2nd year.....	0.54
3ème année.....	0.65	3rd year.....	0.65
4ème année.....	0.76	4th year.....	0.76
<i>p) Employé d'ouvrage général:</i>		<i>p) Journeyman:</i>	
<i>a) Employé senior: par semaine</i>		<i>a) Senior employee: per week</i>	
moins de 25 ans.....	40.00	Under 25 years of age.....	40.00
25 ans et plus.....	43.50	25 years of age and over.....	43.50
<i>b) Employé junior.....</i>	18.00	<i>b) Junior employee.....</i>	18.00
<i>q) Gardien de nuit.....</i>	37.50	<i>q) Night watchman.....</i>	37.50
4° Le chiffre "\$27.50", apparaissant au paragraphe "r" de l'article IV, est remplacé par "\$30.00".		4. The amount of "\$27.50", mentioned in subsection "r" of section IV, will be replaced by "\$30.00".	
5° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe 3 de l'article VI-B:		5. The following paragraph will be added to subsection 3 of section VI-B:	
"Le Comité paritaire ou son bureau d'examineurs pourra décider si les années d'expérience acquises dans un autre commerce peuvent être comptées pour déterminer la classification d'emploi d'un salarié."		"The Parity Committee or its Board of Examiners may decide whether the years of experience in another trade may be considered to determine the classification of an employee."	
6° Les taux de salaires pour chacune des classifications d'emploi mentionnées au paragraphe 7 de l'article VII-B seront remplacés par les suivants:		6. The wage rates for every classification of employment mentioned in subsection 7 of section VII-B will be replaced by the following:	
<i>Occupation: par semaine</i>		<i>Occupation: Weekly wages</i>	
<i>"a) 1. Gérant.....</i>	\$61.50	<i>a) 1. Manager.....</i>	\$61.50
<i>2. Chef-comptable.....</i>	54.00	<i>2. Chief accountant.....</i>	54.00
<i>3. Premier commis à la vente.....</i>	54.00	<i>3. Head sales clerk.....</i>	54.00
<i>4. Premier commis d'entrepôt:</i>		<i>4. Head warehouse-clerk:</i>	
1ère année.....	43.00	1st year.....	43.00
2ème année.....	47.50	2nd year.....	47.50
<i>b) Livreur.....</i>	43.00	<i>b) Delivery man.....</i>	43.00
<i>c) Aide-livreur:</i>		<i>c) Delivery man's helper (under 21</i>	
moins de 21 ans.....	27.00	years of age.....	27.00
21 ans et plus.....	33.00	(21 or over).....	33.00
<i>d) Personnel masculin de bureau:</i>		<i>d) Male office employees:</i>	
1ère année.....	19.50	1st year.....	19.50
2ème année.....	24.00	2nd year.....	24.00

3ème année.....	27.00	3rd year.....	27.00
4ème année.....	31.50	4th year.....	31.50
5ème année.....	36.00	5th year.....	36.00
6ème année.....	41.00	6th year.....	41.00
7ème année.....	45.50	7th year.....	45.50
8ème année.....	49.50	8th year.....	49.50
e) <i>Employé d'entrepôt:</i>		e) <i>Warehouse employee:</i>	
1ère et 2ème années d'expérience	33.50	1st and 2nd years of experience	33.50
après 2 ans d'expérience.....	39.00	After 2 years of experience.....	39.00
f) <i>Employé temporaire (l'heure).....</i>	0.86	f) <i>Temporary employee (per hour)....</i>	0.86
g) <i>Personnel féminin de bureau:</i>		g) <i>Female office employees:</i>	
1ère année.....	19.50	1st year.....	19.50
2ème année.....	23.50	2nd year.....	23.50
3ème année.....	27.00	3rd year.....	27.00
4ème année.....	31.00*	4th year.....	31.00*

Les parties consentent à ce que ces amendements soient obligatoires à compter du 21 avril 1952.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 avril 1952. 32335-0

The contracting parties accept the coming into force of these amendments from April 21, 1952.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 5, 1952. 32335-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 1407 du 3 avril 1940 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante

1° L'article III sera remplacé par le suivant
"III. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés

Métiers — Trades:

Ajusteur de gicleur — Sprinkler fitter.....	\$1.40	\$1.40
Briqueteur (compagnon) — Bricklayer (journeyman).....	1.40	1.40
Poseur de blocs et terra-cotta et tireur de joint — Block and terra-cotta layer and joint pointer.....	1.40	1.40
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year.....	0.85	0.85
2ème année — 2nd year.....	0.95	0.95
3ème année — 3rd year.....	1.05	1.05
Brasseur de mortier — Mortar mixer.....	1.10	1.05
Brasseur de célanite — Celanite mixer.....	1.10	1.05
Charpentier et menuisier (compagnon) — Carpenter and joiner (journeyman)....	1.40	1.30
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year.....	0.75	0.70
2ème année — 2nd year.....	0.80	0.75
3ème année — 3rd year.....	0.90	0.85
4ème année — 4th year.....	1.00	0.95
Calfat — Caulker.....	1.10	1.05
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie — Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics.....	1.40	1.30
Couvreur-ardoise, tuile — Roofer-slate, tile.....	1.40	1.30
Couvreur—composition, gravier, sable, asphalte — Roofer—composition, gravel, sand, asphalt.....	1.40	1.30
Chauffeur de camion — Truck driver.....	1.10	1.00
Charretier — Carter.....	1.05	1.00
Chauffeur (construction) — Fireman (construction).....	1.20	1.15
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator.....	1.05	1.05

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407 of April 3, 1940, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows

1. Section III will be replaced by the following
"III. *Rates of wages:* The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned

Salaire horaire Hourly rates Zones

I II

	I	II
Ajusteur de gicleur — Sprinkler fitter.....	\$1.40	\$1.40
Briqueteur (compagnon) — Bricklayer (journeyman).....	1.40	1.40
Poseur de blocs et terra-cotta et tireur de joint — Block and terra-cotta layer and joint pointer.....	1.40	1.40
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year.....	0.85	0.85
2ème année — 2nd year.....	0.95	0.95
3ème année — 3rd year.....	1.05	1.05
Brasseur de mortier — Mortar mixer.....	1.10	1.05
Brasseur de célanite — Celanite mixer.....	1.10	1.05
Charpentier et menuisier (compagnon) — Carpenter and joiner (journeyman)....	1.40	1.30
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year.....	0.75	0.70
2ème année — 2nd year.....	0.80	0.75
3ème année — 3rd year.....	0.90	0.85
4ème année — 4th year.....	1.00	0.95
Calfat — Caulker.....	1.10	1.05
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie — Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics.....	1.40	1.30
Couvreur-ardoise, tuile — Roofer-slate, tile.....	1.40	1.30
Couvreur—composition, gravier, sable, asphalte — Roofer—composition, gravel, sand, asphalt.....	1.40	1.30
Chauffeur de camion — Truck driver.....	1.10	1.00
Charretier — Carter.....	1.05	1.00
Chauffeur (construction) — Fireman (construction).....	1.20	1.15
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator.....	1.05	1.05

<i>Métiers — Trades:</i>	<i>Salaire horaire</i> <i>Hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Conducteur de tracteur — Tractor operator	1.25	1.25
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence) — Roller operator (steam or gasoline)	1.20	1.20
Conducteur de "Bulldozer" — Bulldozer operator	1.20	1.20
Conducteur de niveleuse — Grader operator	1.20	1.20
Electricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.45	1.40
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year	0.75	0.70
2ème année — 2nd year	0.80	0.75
3ème année — 3rd year	0.90	0.80
4ème année — 4th year	1.00	0.95
Ferblantier, couvreur (compagnon), ouvrier-tôlier, boutique ou chantier — Tinsmith, roofer (journeyman), sheet-metal worker shop or job	1.40	1.35
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year	0.70	0.65
2ème année — 2nd year	0.80	0.70
3ème année — 3rd year	0.90	0.85
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.35	1.30
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.35	1.30
Foreur et poudrier — Drill operator and blaster	1.35	1.30
Forgeron sur chantier — Blacksmith on job	1.35	1.30
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	1.00	0.95
Homme de chaudière (boilerman) — Boilerman	1.00	0.95
Gratteur, polisseur et sableur de plancher — Floor scraping, polishing and sanding employees	1.40	1.30
Gréeur (à la main ou fi la machine) — Rigger (hand or machine)	1.40	1.30
Limeur de scie — Saw filer	1.40	1.35
Lettreur pour fins commerciales — Commercial Letterer	1.50	1.50
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year	0.80	0.80
2ème année — 2nd year	0.85	0.85
3ème année — 3rd year	1.00	1.00
4ème année — 4th year	1.10	1.10
Manœuvre, porteur de brique, bloc, mortier, terra-cotta, que ce soit à l'oiseau ou à la brouette, ou à la chaudière — Labourer, brick, block, mortar and terra-carrier with hod, wheelbarrow or pail	1.10	1.05
Machiniste (millwright) — Millwright	1.40	1.30
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.40	1.30
Mécanicien de machine fixe ou mobile — Stationary or portable engineman	1.10	1.05
Machiniste — Machinist	1.10	1.05
Peintre-doreur — Painter-gilder	1.40	1.30
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, poseur de papier-tenture et vernisseur de plancher (compagnon) — Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor vernisher (journeyman)	1.25	1.15
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year	0.75	0.70
2ème année — 2nd year	0.80	0.85
3ème année — 3rd year	0.85	0.80
4ème année — 4th year	0.95	0.90
Plâtrier (compagnon) — Plasterer (journeyman)	1.40	1.40
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year	0.80	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.90
3ème année — 3rd year	1.00	1.00
Préposé aux sonnettes (bois ou béton) — Pile driver operator (wood or concret)	1.15	1.05
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleur à l'huile (compagnon) — Plumber, steamfitter, pipe mechanic, oil burner mechanic (journeyman)	1.40	1.35
Apprenti — Apprentice		
1ère année — 1st year	0.70	0.65
2ème année — 2nd year	0.80	0.70
3ème année — 3rd year	0.90	0.80
4ème année — 4th year	1.00	0.90
Compagnon junior	1.15	1.05
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.20	1.15
Poseur de lattes en métal ou de composition — Lather, metal or composition	1.25	1.25
Poseur de lattes en bois — Lather, wood	1.15	1.10
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou à gazoline — Steam or gasoline mixer operator	1.20	1.10
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline — Electric or small gasoline mixer operator	1.10	1.00
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement) — Boilerman (flooring only)	1.10	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à sec) — Terrazzo polishing machine operator (dry)	1.20	1.10

Métiers — Trades:	Salaire horaire Hourly rates Zones	
	I	II
	Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à l'eau) — Terrazzo polishing machine operator (wet)	1.20
Préposé aux grues — Crane operator	1.20	1.10
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.45	1.35
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.25	1.25
Poseur de liège (isolation) — Cork setter (insulation)	1.40	1.30
Poseur de planchers en mastric — Mastic floor layer	1.40	1.30
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo — Tile, asphalt and terrazzo layer	1.40	1.30
Poseur de marbre — Marble layer	1.40	1.30
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity)	1.40	1.30
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de la 4 ^{ème} classe (sans limite de la durée journalière de travail); maximum de 72 heures — Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without daily limitation of duration of work), weekly maximum 72 hours	1.08	0.98
Gardien sur le chantier, nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire, 72 heures — Watchman on the job, night and day (without daily limitation of duration of work) weekly minimum 72 hours	0.65	0.65
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4 ^{ème} classe — Boiler fireman required to hold a 4th class certificate	1.08	0.98
Porteur d'eau — Water carrier	0.90	0.80
Ratasseur d'asphalte — Asphalt raker	1.00	0.90
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte — Men committed to the ramming smoothing and spreading of asphalt	1.00	0.90
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur — Men committed to the piping caulking and welding	1.00	0.90

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de \$0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour le métier quand il y a trois hommes ou plus."

2° Le paragraphe c) de l'article IV sera remplacé par le suivant

"c) Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires mais avant minuit doit être rémunéré au taux de salaire et demi et, après minuit, à taux double du salaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 avril 1952.

32335-0

Foremen in charge of a group of three or more men shall be paid \$0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned."

2. Subsection "c" of section IV will be replaced by the following

"c) All time worked beyond the regular hours but before midnight shall be paid time and one half, and that worked after midnight shall be paid double time."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 5, 1952.

32335-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 1519, du 18 septembre 1947, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 27 mars 1952, section "C" le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1952 au 31 mars 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree No. 1519, of September 18, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 305 of March 27, 1952, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1952, to March 31, 1953, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee

somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans le métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom, prénoms et adresse de leurs salariés, les heures de travail faites le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le cinq (5) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas, au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er avril 1952 et le 31 mars 1953.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS DE L'EST

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1952 et le 31 mars 1953.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$30,000.00
Salariés.....	33,000.00
Artisans.....	900.00
Bureau des Examineurs.....	1,100.00
Recettes diverses.....	1,500.00
	<hr/>
	\$66,500.00

an amount equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages set for a journeyman employee of their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the names and addresses of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that the reports be filed in and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month, and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, to the Parity Committee, at its place of business, without notice.

The professional employer must collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amount so deducted by the professional employer are payable by him, without notice, to the Parity Committee, at its office, on the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, under the preceding paragraph.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between April 1, 1952, and March 31, 1953.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1952, and March 31, 1953.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$30,000.00
Employees.....	33,000.00
Artisans.....	900.00
Board of examiners.....	1,100.00
Various receipts.....	1,500.00
	<hr/>
	\$66,500.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Inspecteurs	15,000.00
Personnel du bureau	17,000.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs et secrétaire	5,500.00
Loyer	1,800.00
Jetons de présence	800.00
Poste et téléphone	1,000.00
Frais légaux	1,500.00
Vérification	150.00
Echange	250.00
Impression et papeterie	700.00
Ameublement divers	300.00
Frais de déplacement des délégués	1,000.00
Bureau des examinateurs	1,500.00
Assurance-chômage	300.00
Entretien des machines	3,500.00
Divers	1,200.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	15,000.00

\$66,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 avril 1952. 32335-0

<i>Expenses:</i>	
Salaries:	
Inspectors	\$15,000.00
Office staff	17,000.00
Travelling expenses:	
Inspectors and secretary	5,500.00
Rent	1,800.00
Meeting expenses	800.00
Telephone and postage	1,000.00
Legal charges	1,500.00
Audition	150.00
Exchange	250.00
Printing and stationery	700.00
Furniture	300.00
Travelling expenses of delegates	1,000.00
Board of examiners	1,500.00
Unemployment insurance	300.00
Upkeep of automobiles	3,500.00
Miscellaneous	1,200.00
Subvention to Apprenticeship Commission	15,000.00

\$66,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 5, 1952. 32335-0

Liquidation, avis de

AVIS DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de la Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo, tenue le 16 mars 1952, je soussigné, L. C. Godbout, L.L.L., notaire, domicilié à Waterloo, P.Q., ai été nommé liquidateur de ladite société conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de procédure civile, ce 24e jour de mars 1952.

Le liquidateur,
L. C. GODBOUT, L.L.L.
Notaire.

32314-0

Winding up Notices

NOTICE OF APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Notice is hereby given that on the 16th day of March 1952 at a special general meeting of the members of "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo", I the undersigned, L. C. Godbout, L.L.L., Notary, Waterloo, P.Q., was appointed liquidator of the affairs of the said society, pursuant to the provisions of Section 276 of the Quebec Insurance Act.

Any claim against the said society must be sworn to and filed with me within a delay of thirty days from this notice.

Given pursuant to section 872 of the Code of civil procedure, this 24th day of March, 1952.

L. C. GODBOUT, L.L.L.
L. C. GODBOUT, L.L.L., Notary,
Liquidator.

32314-0

Ministère des Finances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que American Home Fire Assurance Company, dont le siège social est à New York, Etat de New York, États-Unis d'Amérique, a produit au Service des assurances une déclaration assermentée, signée par un de ses vice-présidents, à l'effet qu'elle n'avait, au 31 décembre 1951, aucune obligation dans la province de Québec;

Attendu que la compagnie, en vertu d'une résolution adoptée par le comité exécutif de son conseil d'administration le 9 janvier 1952, a décidé de cesser ses opérations au Canada à compter du 31 décembre 1951.

En conséquence, avis est donné par les présentes que le permis et l'enregistrement de American Home Fire Assurance Company sont annulés à compter du 1er janvier 1952.

Department of Finance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas American Home Fire Assurance Company, whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has filed with the Insurance Branch a sworn declaration signed by one of its vice-presidents to the effect that it had, as of December 31, 1951, no obligations in the province of Quebec;

Whereas the company, pursuant to a resolution adopted by the Executive Committee of its Board of directors the 9th of January 1952, has decided to cease its operations in Canada as from the 31st of December 1951.

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of American Home Fire Assurance are cancelled as from the 1st of January 1952.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 31 mars 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province
GEORGES LAFRANCE,
32323-14-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 31st of March 1952.

For the Minister of Finance of the Province
GEORGES LAFRANCE,
32323-14-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que Baltica Insurance Company Limited, enregistrée sous le numéro 518, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 536 qui l'autorise, à compter du 12 décembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre; Biens mobiliers; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Copenhague, Danemark.

La compagnie a nommé monsieur F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des Finances, le 31 mars 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province
GEORGES LAFRANCE,
32323-14-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Baltica Insurance Company Limited, registered under number 518, has obtained the license and certificate of registration number 536 authorizing it, as from the 12th of December 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire; and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, windstorm; Inland transportation; Personnel property.

The head office of the company is situated at Copenhague, Denmark.

The company has appointed Mr. F. R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance, Branch,
Department of Finance, the 31st of March, 1952.

For the Minister of Finance of the Province
GEORGES LAFRANCE,
32323-14-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que Christiania General Insurance Company Limited Storebrand, enregistrée sous le numéro 519, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 537 qui l'autorise, à compter du 26 novembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre,

Le siège social de la compagnie est situé à Oslo, Norvège.

La compagnie a nommé monsieur F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des Finances, le 31 mars 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
32323-14-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Christiania General Insurance Company Limited Storebrand, registered under number 519, has obtained the license and certificate of registration number 537 authorizing it, as from the 26th of November 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, windstorm.

The head office of the company is situated at Oslo, Norway.

The company has appointed Mr. F. R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 31st of March, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
32323-14-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que The Nordisk Reinsurance Company Limited, enregistrée sous le numéro 520, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 538 qui l'autorise, à compter du 5 décembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre; Biens mobiliers; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Copenhague, Danemark.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that The Nordisk Reinsurance Company Limited, registered under number 520, has obtained the license and certificate of registration number 538 authorizing it, as from the 5th of December 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, windstorm; Inland transportation; Personal property.

The head office of the company is situated at Copenhague, Denmark.

La compagnie a nommé monsieur F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Finances, le 31 mars 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 32323-14-2-o Surintendant des assurances.

The company has appointed Mr. F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of March, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 32323-14-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
 D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que Union Reinsurance Company, enregistrée sous le numéro 521, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 539 qui l'autorise, à compter du 26 décembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurances suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre: Biens mobiliers; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Zurich, Suisse.

La compagnie a nommé monsieur F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Finances, le 31 mars 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 32323-14-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
 OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Union Reinsurance Company, registered under number 521, has obtained the license and certificate of registration number 539 authorizing it, as from the 26th of December 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited of inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, windstorm; Inland transportation; Personal property.

The head office of the company is situated at Zurich, Switzerland.

The company has appointed Mr. F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of March, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 32323-14-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
 D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que Universal Reinsurance Company Limited, enregistrée sous le numéro 522, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 540 qui l'autorise, à compter du 5 décembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre.

Le siège social de la compagnie est situé à Amsterdam, Hollande.

La compagnie a nommé monsieur F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Finances, le 31 mars 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 32323-14-2-o Surintendant des assurances,

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
 OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Universal Reinsurance Company Limited, registered under number 522, has obtained the license and certificate of registration number 540 authorizing it, as from the 5th of December 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosions, sprinkler leakage, water damage, windstorm.

The head office of the company is situated at Amsterdam, Holland.

The company has appointed Mr. F.R. Hannen, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of March, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 32323-14-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante

Québec, 6 mars 1952.

M. Louis-Joseph Gagnon, C.R., de Mont-Joli, magistrat de district pour les districts judiciaires de Rimouski et de Sagunay avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magis-

Appointments

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment

Quebec, March 6, 1952.

Mr. Louis-Joseph Gagnon, Q.C., of Mont-Joli, District Magistrate for the judicial districts of Rimouski and Saguenay with, moreover concurrent jurisdiction with the other district ma-

trats de district dans toute l'étendue de la Province, avec résidence à Mont-Joli ou à Matane.

gistrates throughout the whole Province, with residence at Mont-Joli or at Matane.

Québec, le 25 mars 1952.

Quebec, March 25, 1952.

Il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec d'autoriser les changements suivants au sein de son personnel:

His Excellency the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to authorize the following changes in his personal staff:

1^c Le Vice-Maréchal de l'Air Adélarde Raymond, C.B., C.B.E., R.C.A.F. (ret.), ayant été nommé aide-de-camp honoraire du Gouverneur Général, a la permission de cesser l'exercice de sa fonction d'aide-de-camp honoraire du Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, et ce, à compter du 1er mars 1952.

1. Vice-Air Marshal Adélarde Raymond, C.B., C.B.E., R.C.A.F. (ret.), having been appointed Honorary Aide-de-camp, to the Governor General has permission to vacate his position as Honorary Aide-de-camp to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as from the 1st of March, 1952.

2^o Le Brigadier J.-P. Carrière, E.D., officier commandant de la Sième Brigade d'Infanterie Canadienne, ayant été nommé aide-de-camp honoraire du Gouverneur Général, a la permission de cesser l'exercice de sa fonction d'aide-de-camp honoraires du Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, et ce, à compter du 1er mars 1952.

2. Brigadier J. P. Carrière, E.D., Commanding Officer of the 8th Canadian Infantry Brigade having been appointed Honorary Aide-de-camp to the Governor General, has permission to vacate his position as Honorary Aide-de-camp to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, as from the 1st of March, 1952.

32308-o JEAN BRUCHÉSI,
Le Sous-secrétaire de la province.

32308 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est donné que la compagnie "Carlton Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12ième jour de février 1952, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau à la chambre 907 au numéro 437, rue St-Jacques ouest, Montréal.

Notice is hereby given that "Carlton Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 12th day of February 1952, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Room 907, 437 St. James Street West, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de février, 1952.

Dated at Montreal this 27th day of February, 1952.

32315-o Le Secrétaire-trésorier,
A. P. GRIGG.

32315-o A. P. GRIGG,
Secretary-Treasurer.

ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED

ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Electro-Reagents (Quebec) Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 février 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 19e plancher, édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, P.Q.

Notice is hereby given that "Electro-Reagents (Quebec) Limited", incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by letters patent, dated February 11th, 1952, and having its head office at the city of Montreal, in the province of Quebec, has established its office at the 19th Floor, Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, P.Q., ce 12e jour de février 1952.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of February, 1952.

32316 ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED,
[Seau] Par le Président,
HUGH O'DONNELL.

32316-o ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED,
[Seal] Per HUGH O'DONNELL,
President.

MONTREAL GLASSHEAT AND SUPPLY LIMITED

MONTREAL GLASSHEAT AND SUPPLY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Montreal Glassheat and Supply Limited" a établi son siège social à 1239 avenue Greene, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Notice is hereby given that "Montreal Glassheat and Supply Limited" has established its head office at 1239 Greene Avenue, in the city and district of Montreal, province of Quebec.

Signé ce 10e jour de mars 1952.
Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

Signed this 10th day of March, 1952.
MARCEL PICHÉ,
Secretary.

32318

32318-o

Avis est donné que la compagnie "Plaisance Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 4e jour de février 1952, et ayant son siège social en la cite de Montréal, a établi ce bureau à chambre 1300, 507 Place d'Armes, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1952.

32317

Le Président,
E. JACQUES COURTOIS.

Notice is hereby given that "Plaisance Realities Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 4th day of February, 1952, and having its head office at Room 1300, 507 Place d'Armes, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1952.

32317-0

E. JACQUES COURTOIS,
President.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE GRAND'MÈRE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Crête, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Grand'Mère, comté Champlain, jusqu'à 8 heures p.m. mercredi, le 23 avril 1952, pour l'achat de \$500,000 d'obligations de la cité de Grand'Mère, comté de Champlain, datées du 1er mai 1952 et remboursables par séries du 1er mai 1953 au 1er mai 1972 inclusivement, avec intérêts à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$500,000.00—20 ans

Année	Capital
1er mai 1953.	\$16,000.00
1er mai 1954.	16,000.00
1er mai 1955.	17,000.00
1er mai 1956.	18,000.00
1er mai 1957.	19,000.00
1er mai 1958.	20,000.00
1er mai 1959.	21,000.00
1er mai 1960.	22,000.00
1er mai 1961.	23,000.00
1er mai 1962.	24,000.00
1er mai 1963.	25,000.00
1er mai 1964.	26,000.00
1er mai 1965.	27,000.00
1er mai 1966.	28,000.00
1er mai 1967.	30,000.00
1er mai 1968.	31,000.00
1er mai 1969.	32,000.00
1er mai 1970.	34,000.00
1er mai 1971.	35,000.00
1er mai 1972.	36,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Grand'Mère ou à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Tenders

Province of Quebec

CITY OF GRAND'MÈRE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Marcel Crête, secretary-treasurer, City Hall, Grand'Mère, county of Champlain, until eight o'clock P.M., Wednesday, the 23rd day of April, 1952, for the purchase of \$500,000 of bonds of the city of Grand'Mère, county of Champlain, dated May 1st, 1952, and redeemable serially from the 1st of May, 1953 to the 1st of May 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$500,000 — 20 years

Year	Capital
1st May 1953.	\$16,000.00
1st May 1954.	16,000.00
1st May 1955.	17,000.00
1st May 1956.	18,000.00
1st May 1957.	19,000.00
1st May 1958.	20,000.00
1st May 1959.	21,000.00
1st May 1960.	22,000.00
1st May 1961.	23,000.00
1st May 1962.	24,000.00
1st May 1963.	25,000.00
1st May 1964.	26,000.00
1st May 1965.	27,000.00
1st May 1966.	28,000.00
1st May 1967.	30,000.00
1st May 1968.	31,000.00
1st May 1969.	32,000.00
1st May 1970.	34,000.00
1st May 1971.	35,000.00
1st May 1972.	36,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Grand'Mère or at Toronto.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 23 avril 1952 à 8 heures p.m. à l'Hôtel de Ville de Grand'Mère, comté de Champlain.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, (Comté de Champlain), ce 3 avril 1952.

Le Secrétaire-Trésorier,
MARCEL CRÊTE.

Hôtel de Ville,
Grand'Mère (Comté de Champlain) 32340-0

loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, the 23rd of April, 1952, at eight o'clock P.M., in the City Hall of the city of Grand'Mère, county of Champlain.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Grand'Mère (County of Champlain), this April 3, 1952.

MARCEL CRÊTE,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Grand'Mère (County of Champlain). 32340

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 9071. Dame Délia Racine et vir, demandeurs, vs Pierre Racine, défendeur, et Emma Racine et al., mis-en-cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le 1er août 1951, dans une cause dans laquelle Dame Délia Racine, épouse de Antonio Rouillard, cultivateur, domiciliée à Windsor Mills, district de St-François et ledit Antonio Rouillard, tant personnellement que pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, sont les demandeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Un immeuble sis et situé en la ville de Windsor, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Windsor Mills, comme étant les quarante-quatre pieds nord-ouest du lot numéro six cent deux, par toute la profondeur dudit lot," l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 30 avril 1952, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Sherbrooke, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sherbrooke, ce 18 mars 1952.

Les Procureurs des demandeurs,
32247-12-2-0 VEILLEUX & PELOQUIN.

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of St. Francois, Superior Court, No. 9071. Dame Delia Racine et vir, plaintiffs; vs Pierre Racine, defendant; and Emma Racine et al., mis-en-cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint-Francois, on the 1st of August, 1951, in a case wherein Dame Délia Racine, wife of Antonio Rouillard, farmer, domiciled at Windsor Mills, district of St. Francis and the said Antonio Rouillard, both personally and to assist and authorize his wife for the purposes hereof, are plaintiffs, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: "An immovable lying and situate in the Town of Windsor, known and designated on the official plan and in the book of reference for the Village of Windsor Mills, as being the northwest forty-four feet of lot number six hundred and two, by the whole depth of said lot". The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 30th of April, 1952, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Sherbrooke, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Sherbrooke, March 18, 1952.

VEILLEUX & PELOQUIN,
32247-12-2 Attorneys for plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de St-Hyacinthe
Procédure sommaire

Cour de Magistrat, { LA RENARDIÈRE DE
ST-CÉSAIRE INC,
corps politique et incorporé,
légalement constitué, ayant son siège social et
place d'affaires à St-Césaire, district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs S. LUCIEN HIVON,
de Granby, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

Le lot N° 123 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la cité de Granby, borné vers le nord par le lot N° 126, vers le sud par la rue Drummond, vers l'est par le N° 122 et vers l'ouest par le N° 124, mesurant 82 pieds et 6 pouces en front sur une profondeur de 180 pieds et contenant en superficie 14,627 pieds, mesure anglaise, avec toutes bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique Ste-Famille de Granby, district de Bedford, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MAI, 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice, Sweetsburg (Missisquoi),
le 31 mars 1952. 32325-14-2-o

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { ALBEA MESSIER LIM-
N° 4122. TÉE, corporation léga-
lement constituée et ayant sa
place d'affaires à Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ALBERT MESSIER, artisan des mêmes lieux, époux commun en biens de Dame Marie-Anne Dumoulin tant en son nom personnel qu'en sa qualité de chef de la communauté de biens existant entre lui et ladite Dame Marie-Anne Dumoulin, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble terrain, maison, circonstance et dépendance comprenant le lot numéro douze (12) de la subdivision officielle du lot numéro sept cent vingt-neuf-douze (729-12) au plan et livre de renvoi officiel du cadastre du Canton maintenant Cité de Granby.

En exécution d'un jugement rendu le 29 février 1952 dont copie a été dûment signifiée au défendeur et mis-en-cause et dont les conclusions sont les suivantes:

Condamner le défendeur, tant personnellement, qu'à titre de chef de la communauté de biens, à payer à la demanderesse la somme de \$1848.32 avec intérêt à compter du 18ième jour de février, 1952, date de l'assignation avec intérêt et les dépens, en présence du mis-en-cause déclare grevé d'un privilège au profit de la demanderesse pour le paiement de cette somme de \$1848.32 des intérêts et des dépens l'immeuble érigé sur le lot N° 12 de la subdivision officielle du lot N° 729-12 (sept cent vingt-neuf) au plan et livre de renvoi officiel du cadastre du Canton maintenant Cité de Granby; déclare que les matériaux fournis par la demanderesse ont donné à l'immeuble une plus value de \$1848.32; condamne le défendeur tant personnellement qu'en sa qualité de chef de la communauté de biens à délaisser l'immeuble désigné, dans les quinze jours de la signification du présent jugement, pour être, cet immeuble, vendu en justice, si mieux n'aime ledit défendeur payer la créance de la demanderesse en principal, intérêt et frais: déclare le présent jugement opposable au registrateur mis-en-cause

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of St-Hyacinthe
Summary Proceedings

Magistrate's Court { LA RENARDIÈRE DE
ST-CÉSAIRE INC,
body politic and corporate,
duly incorporated, having its head office and
place of business at St-Césaire, district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs S. LUCIEN HIVON,
of Granby, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant.

Lot No. 123 on the official plan and book of reference of the city of Granby, bounded on the north by lot No. 126 and on the south by Drummond Street, on the east by No. 122 and on the west, by No. 124, measuring 82 feet and 6 inches in front by a depth of 180 feet and containing a superficial area of 14,627 feet, English measure, with all buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic Church of Ste-Famille de Granby, district of Bedford, WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Court House, Sweetsburg (Missisquoi),
March 31, 1952. 32325-14-2

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { ALBEA MESSIER LIM-
No. 4122. TÉE, a body politic and
corporate, having its place of
business at Granby, district of Bedford, plaintiff; vs ALBERT MESSIER, artisan, of the same place, husband, common as to property, of Dame Marie-Anne Dumoulin, both personally and as chief of the community of property existing between him and the said Dame Marie-Anne Dumoulin, defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable or lot of land, house, circumstances and dependencies comprising lot number twelve (12) of the official subdivision of lot number seven hundred and twenty-nine-twelve (729-12) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township now the City of Granby.

In execution of a judgement rendered on the 29th of February, 1952, whereof a copy was duly forwarded to the defendant and mis-en-cause and whereof the conclusions are as follows:

To condemn the defendant, both personally, and as head of the community of property, to pay the plaintiff the sum of \$1,848.32 with interest as from the 18th day of February, 1952, date of the summons, with interest and costs, in presence of the mis-en-cause declares encumbered with a privilege. to the profit of the plaintiff for the payment of the said sum of \$1,848.32, interest and costs the immovable erected on lot No. 12 of the official subdivision of lot No. 729-12 (seven hundred and twenty-nine) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township now the City of Granby; declares that the materials furnished by the plaintiff have increased the value of the immovable by \$1,848.32; condemns the defendant, both personally and as head of the Community of property, to surrender the immovable designated, within fifteen days after the service of the present judgment, the said immovable to be judicially sold unless the said defendant agrees to pay the debt of the plaintiff, as to principal, interest and costs; declares the present judgment opposable to the

pour fins d'exécution des enregistrements nécessaires.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Eugène de Granby, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MAI, mil neuf cent cinquante-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg (Missisquoi), A. ST-MARTIN.
le 31 mars 1952. 32324-14-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
District de Joliette

Cour supérieure, { ANITA MARTIN, fille ma-
N° 8342. { jeure et usant de ses
droits, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, demanderesse, contre LÉOPOLD alias LÉON-PAUL MARTIN, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits, savoir:

1. Une terre située à St-Alexis, connue et désignée comme étant les lots 266, 266-A, 266-B, 267 et 267-A des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Alexis, de forme irrégulière et de la contenance de 80 arpents en superficie, avec bâtisses.

2. Cette partie du lot N° 269 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Alexis sur laquelle le dévendeur a construit un séchoir.

A la charge par l'acquéreur de fournir chaque année les denrées suivantes:

Un porc pesant deux cents livres, un quartier de bœuf de derrière pesant environ cent livres; des patates au besoin, quarante-huit douzaines d'œufs dont trente-six douzaines au cours de l'été, le printemps et l'automne et douze douzaines au cours de l'hiver, quatre poules grasses au besoin à la fin de décembre et deux autres au besoin au cours de l'été; cent livres de beurre, cinq gallons de sirop d'érable, un seau de graisse; et tout le bois de chauffage dont elles auront besoin pour se chauffer.

à la demanderesse et/ou à sa sœur Delle Léona Martin, tant et aussi longtemps qu'elles seront célibataires et qu'elles demeureront à St-Alexis dans la maison située sur les immeubles saisis et aussi à la charge dudroit d'habitation et de la jouissance du jardin potager stipulés en l'acte de donation par Dame Albina Beaudry à son fils Léon Paul Martin, reçu devant Me J. G. Beaudry, notaire, et enregistré sous le numéro 48,767.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis, au village de Saint-Alexis, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de MAI 1952, à ONZE heures du matin.

3. Une terre à bois connue et désignée comme étant le lot N° 29 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jacques, moins cette partie dudit lot appartenant à Charles-Émile Martin.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, au village de Saint-Jacques, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de MAI 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Joliette, le 28 mars 1952. ROLAND PERRAULT.
32326-14-2-o

registrar mis-en-cause for purposes of execution of the necessary registration.

To be sold at the church door of St-Eugène de Granby, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Court House, Sweetsburg (Missisquoi), Sheriff.
March 31, 1952. 32324-14-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { ANITA MARTIN, spinster
No. 8342. { in the use of her rights,
of the parish of Saint-Alexis, district of Joliette, plaintiff; against LÉOPOLD alias LÉON-PAUL MARTIN, of the same place, defendant.

As belonging to and being in the possession of the defendant, the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

1. A farm situate at St-Alexis, known and designated as being lots 266, 266-A, 266-B, 267 and 267-A of the official cadastral plan and in the book of reference of St-Alexis, of irregular figure and containing 80 arpents in superficial area — with buildings.

2. That part of lot No. 269 on the official cadastral plan and in the book of reference of St-Alexis, upon which the defendant has built a dryer.

On condition that the purchaser furnishes each year, the following foodstuffs:

One hog weighing two hundred pounds, on hind quarter of beef weighing about one hundred pounds; potatoes as needed; forty-eight dozen of eggs, thirty-six dozen of same during the summer, spring and autumn and twelve dozen during the winter; four fat hens when needed at the end of December and two others as needed during the summer; one hundred pounds of butter; five gallons of maple syrup, one pail of lard; and all the firewood needed for heating,

to the plaintiff and/or her sister Delle Léona Martin, as long and so long as they remain unmarried and they reside at St-Alexis in the house situate on the immovables seized and also with rith of habitation and of enjoyment of the kitchen garden stipulated in the deed of donation by Dame Albina Beaudry to her son Léon Paul Martin, received before Me J. G. Beaudry, notary, and registered under No. 48,767.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis, in the village of Saint-Alexis, district of Joliette, on the SEVENTH day of the month of MAY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

3. A wooded lot of land known and designated as being lot No. 29 on the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of St-Jacques, less that part of said lot belonging to Charles Émile Martin.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, in the village of Saint Jacques, district of Joliette, on the SEVENTH day of the month of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ROLAND PERRAULT,
Joliette, March 28, 1952. Sheriff.
32326-14-2

KAMOURASKA

Fi. Fa. de Bonis et de Terris
Canada, province de Québec,
District de Kamouraska

N° 16827 { HENRI MARQUIS, journalier de Saint-Louis du Ha! Ha!, demandeur Vs JOSEPH ALFRED DUBÉ, 3ième rang, Saint-Elzéar, défendeur.

"Tous les droits de location, d'occupation, de propriété et autres droits quelconques que le défendeur a ou pourrait avoir sur et dans l'immeuble ci-après désigné:

"Une terre située dans le canton Cabano, mesurant cinquante acres en superficie, connue comme étant la demie sud-ouest du lot numéro NEUF, rang DEUX du susdit canton Cabano, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar, LUNDI, le CINQUIÈME jour du mois de MAI, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Rivière-du-Loup, le 2 avril, 1952. Le Shérif,
32336-14-2-o P. E. MARTIN.

[Première insertion, samedi le 5 avril 1952]

KAMOURASKA

Fi. Fa. de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Kamouraska

No. 16827 { HENRI MARQUIS, laborer, of Saint-Louis du Ha! Ha!, plaintiff: vs JOSEPH ALFRED DUBÉ, 3rd range, Saint-Elzéar, defendant.

All the rights of location, occupation and ownership and other rights whatsoever which the defendant has or may have on and in the immovable hereinbelow described:

A farm situate in the township of Cabano, measuring fifty acres in superficial area, known as being the southwest half of lot number nine, range two of the aforesaid township of Cabano—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Saint-Elzéar, on MONDAY, the FIFTH day of the month of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,

Sheriff's Office,

Rivière-du-Loup, April 2, 1952. 32336-14-2

[First insertion, Saturday, April 5, 1952]

ROUYN-NORANDA

Canada, Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { LUCIEN FORTIN, mécanicien domicilié à Cadillac, district d'Abitibi, demandeur, vs ARTHUR LÉTOURNEAU, camionneur, de Cloutier, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Les droits acquis sur le lot N° 62 Rang I et la partie au sud de la rivière du lot N° 62 Rang II du canton Montbeillard, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de St. Ignace de Loyola, (Cloutier), P. Q., le SIXIÈME jour de MAI 1952, à 11.00 hrs de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 1er avril 1952. 32332-14-2-o

[1ère insertion, le 15 avril 1952]

ROUYN-NORANDA

Canada, Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda.

Superior Court, { LUCIEN FORTIN, mechanic, domiciled at Cadillac, District of Abitibi, Plaintiff, vs ARTHUR LÉTOURNEAU, trucker, of Cloutier, District of Rouyn-Noranda, defendant.

The acquired rights on lot No. 62 Range I and the portion south of the river of Lot No. 62 Range II of Montbeillard Township, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door of St. Ignace de Loyola, (Cloutier), P. Q., on the SIXTH day of MAY 1952, at 11.00 o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office,

Rouyn, April 1st, 1952. 32332-14-2-o

[1st insertion April 5th, 1952]

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, { DAMIEN CHARTRÉ, à Val d'Or. commerçant et ISABELLE CHARTRÉ, fille majeure, usant de ses

droits, tous deux demeurant à Malartic et y faisant affaires sous le nom de J. T. Chartré Enrg. demandeurs, vs BELLE COPPER & GOLD MINES LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social et une place d'affaires, à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, défenderesse.

Les droits miniers (Mining rights) que la défenderesse Belle Cooper and Gold Mines Limited détient comme lui appartenant Animo Domini en vertu des permis de mise en valeur émis par le Ministère des Mines de la Province de Québec lesquels couvrent:

a) Permis de mise en valeur N° 19161: "Deux morceaux de terre connus et désignés au Cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda, comme étant les lots numéros 39 et 38 respectivement, du Rang IX du

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, { DAMIEN CHARTRÉ, at Val D'Or. merchant, & ISABELLE CHARTRÉ, spinster, using her rights, both

domiciled at Malartic, and there doing business under the name of J. T. Chartré Enrg., plaintiffs, vs BELLE COPPER & GOLD MINES LIMITED, Corporation duly incorporated, having its head office and a place of business, at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

The mining rights detained by the defendant Belle Copper and Gold Mines Limited and belonging to the said company Animo Domini, in virtue of Development Permits issued by the Department of Mines of the Province of Quebec, the said permits covering:

a) Development permit No. 19161: "two parcels of land known and designated on the official cadastre for the Township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 39 and 38 respectively, of Range IX of the

dit canton, morceaux de terre d'environ cent acres chacun, couvrant les claims R-73021 et R-73022;

b) Permis de mise en valeur N° 19162: "Deux morceaux de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda comme étant les lots numéros 41 et 40 respectivement, du Rang IX dudit canton, morceaux de terre d'environ cent acres chacun, couvrant les claims R-73023 et R-73024;

c) Permis de mise en valeur N° 19163: "Deux morceaux de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda comme étant les lots numéros 43 et 42 respectivement, du Rang IX dudit canton, morceaux de terre d'environ cent acres chacun, couvrant les claims R-73025 et R-73026

d) Permis de mise en valeur N° 19164: "Quatre morceaux de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda, comme étant la demie-nord des lots 41, 40, 39 et 38 respectivement, du Rang VIII dudit canton, morceaux de terre d'environ cinquante acres chacun, couvrant les claims R-73027, R-73028, R-73029 et R-73030;

Les droits miniers doivent être vendus en bloc; Ainsi que les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'Église Paroissiale de Ste-Agnès de Bellecombe, P. Q., le SEPTIÈME jour de MAI 1952, à 11.00 hrs de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU,
Rouyn, le 1er avril 1952 32331-14-2-0
[1ère insertion le 5 avril 1952]

said township, the said parcels of land of approximately one hundred acres, covering claims R-73021 and R-73022;

b) Development permit No. 19162: "two parcels of land known and designated on the official cadastre for the township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 41 and 40 respectively, of Rang IX of the said township, the said parcels of land of approximately one hundred acres, covering claims R-73023 and R-73024;

c) Development permit No. 19163: "two parcels of land known and designated on the official cadastre for the township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 43 and 42 respectively, of Rang IX of the said township, the said parcels of land of approximately one hundred acres, covering claims R-73035 and R-73026;

d) Development permit No. 19164: "Four parcels of land known and designated on the official cadastre for the township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 41, 40, 39 and 38 respectively, of Range VIII of the said township, the said parcels of land of fifty acres each, covering claims R-73027, R-73028, R-73029 and R-73030.

The Mining rights to be sold "en bloc", Together with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door of the Parish of Ste-Agnès de Bellecombe, P. Q., the SEVENTH day of MAY 1952, at 11.00 o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, April 1st, 1952. 32331-14-2-0
[1st insertion April 5th, 1952]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 14

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Hébert vs Boutet	903
Portelance vs Royer	903
Thiffeault vs Fournier	903

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

305, section "A" — Barbier, coiffeur et coiffeuse, comtés de Beauharnois, <i>et al</i>	903
305, section "B" — Établissements commerciaux de Mégantic	906

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company	903
--------------------------------------	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

.....	893
-------	-----

AVIS DIVERS:

Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited (Dist. d'actif)	908
Boucher Frères Ltée — Boucher Bros. Ltd. (Directeurs)	909
Canadian Devonian Petroleum Limited (Vente d'actions)	909
Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Nicolet Inc. (Nom changé)	907
Coupal, Isidore (Prés. d'élection)	908
D. English & Co. Limited (Directeurs)	908

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Hébert vs Boutet	903
Portelance vs Royer	903
Thiffeault vs Fournier	903

ORDERS IN COUNCIL:

305, Part "A" — Barber and hairdressing, counties of Beauharnois, <i>et al</i>	903
305, Part "B" — Commercial establishments of Mégantic	906

MEETING:

Quebec Central Railway Company	903
--------------------------------------	-----

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

.....	893
-------	-----

MISCELLANEOUS NOTICES:

Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited (Dist. of assets)	908
Boucher Frères Ltée — Boucher Bros. Ltd. (Directors)	909
Canadian Devonian Petroleum Limited (Sale of shares)	909
Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Nicolet Inc. (Name changed)	907
Coupal, Isidore (Ret. officer)	908
D. English & Co. Limited (Directors)	908

La Caisse Populaire Desjardins de Pentecôte (Fondation)	909	La Caisse Populaire Desjardins de Pentecôte (Fondation)	909
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière (Terminée)	908	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière (Terminated)	908
Le Syndicat de l'U.C.C. de Val Senneville (Formation)	907	Le Syndicat de l'U.C.C. de Val Senneville (Formation)	907
Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile (Règlements)	909	Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile (By-laws)	909
Syndicat des Travailleurs de l'Automobile de la région de Shawinigan Inc. (Formation)	909	Syndicat des Travailleurs de l'Automobile de la région de Shawinigan Inc. (Formation)	909
Syndicat Industriel des Métiers de la Construction de Sainte-Monique (Formation)	907	Syndicat Industriel des Métiers de la Construction de Sainte-Monique (Formation)	907
White Rose Employees' Association (Formation)	910	White Rose Employees' Association (Formation)	910
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
L. Power & Company Limited	910	L. Power & Company Limited	910
St-Maurice Valley Appliances Ltd.	910	St-Maurice Valley Appliances Ltd.	910
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Munic. St-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte	910	Munic. St-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte	910
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Compton, village	911	Compton, village	911
Des Buissons	911	Des Buissons	911
Inverness	911	Inverness	911
St-Fortunat-de-Wolfestown	910	St-Fortunat-de-Wolfestown	910
St-Jean-Port-Joli	912	St-Jean-Port-Joli	912
St-Zacharie-de-Windsor	911	St-Zacharie-de-Windsor	911
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or trades of:</i>	
Barbier, coiffeur et coiffeuse, cité de Hull, etc. (Modification)	919	Barber and hairdressing, city of Hull, etc. (Amendment)	919
Commerce de détail, Québec, etc. (Modification)	912	Retail trade, Quebec, etc. (Amendment)	912
Commerce de quincaillerie, etc., cités de Québec et al. (Modification)	920	Hardware, etc., cities of Quebec et al. (Amendment)	920
Construction, Cantons de l'Est (Prélèvement)	924	Building, Eastern Township (Levy)	924
Construction, comtés de Joliette, etc. (Modification)	922	Construction, counties of Joliette, etc. (Amendment)	922
Marbre, tuile, etc., Montréal (Modification)	918	Marble, tile etc., Montréal (Amendment)	918
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Bédard and Armstrong Limited	894	Bédard and Armstrong Limited	894
Carlton Investments Ltd.	899	Carlton Investments Ltd.	899
Club des Raquetteurs "Le Marquette de Lachine"	895	Club des Raquetteurs "Le Marquette de Lachine"	895
Dapor Trading Co. Ltd.	895	Dapor Trading Co. Ltd.	895
Electro-Reagents (Quebec) Limited	900	Electro-Reagents (Quebec) Limited	900
Gymnase Paul Limitée	895	Gymnase Paul Limitée	895
Inter-City Adjustment Corporation	896	Inter-City Adjustment Corporation	896
J. M. C. Anctil Inc.	896	J. M. C. Anctil Inc.	896
Lamac Industries Limited	896	Lamac Industries Limited	896
L'Association Sportive et Sociale des Sept-Iles Inc.	897	L'Association Sportive et Sociale des Sept-Iles Inc.	897
L. Bonhomme & Fils Ltée	897	L. Bonhomme & Fils Ltée	897
Montreal Glassheat and Supply Limited	900	Montreal Glassheat and Supply Limited	900
Plaisance Realties Limited	900	Plaisance Realties Limited	900
Quebec Cobalt and Exploration Limited	897	Quebec Cobalt and Exploration Limited	897
Robin Last Inc.	898	Robin Last Inc.	898
Tasso Limited	898	Tasso Limited	898
The Estate Daniel Assh Realty Co.	898	The Estate Daniel Assh Realty Co.	898
The Gaspé Inland Autobus Company Limited	899	The Gaspé Inland Autobus Company Limited	899
Vimont Securities Ltd.	899	Vimont Securities Ltd.	899

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

A. Soucy Limited.	901
George Nagley Inc.	901
J. P. Blais Limited.	901
Laboratoires Welcker & Cie Limitée — Welcker Laboratories & Co. Limited	901
Lutfy Realities Ltd.	902
Pain Simard Ltée.	902
Pyramid Paper Products Limited	902
Savoy Tailored Clothes Inc.	902
Wenger's Limited.	903

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

A. Soucy Limited.	901
George Nagley Inc.	901
J. P. Blais Limited.	901
Laboratoires Welcker & Cie Limitée — Welcker Laboratories & Co. Limited	901
Lutfy Realities Ltd.	902
Pain Simard Ltée.	902
Pyramid Paper Products Limited	902
Savoy Tailored Clothes Inc.	902
Wenger's Limited.	903

LIQUIDATION, AVIS DE:

Société St-Jean-Baptiste de Waterlo.	926
--	-----

WINDING UP NOTICES:

Société St-Jean-Baptiste de Waterloo.	926
---	-----

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

American Home Fire Assurance Com- pany	926
Baltica Insurance Company Limited.	927
Christiana General Insurance Com- pany Limited Storebrand	927
The Nordisk Reinsurance Company Limited.	927
Union reinsurance Company	928
Universal Reinsurance Company Li- mited	928

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

American Home Fire Assurance Com- pany	926
Baltica Insurance Company Limited.	927
Christiana General Insurance Com- pany Limited Storebrand	927
The Nordisk Reinsurance Company Limited.	927
Union reinsurance Company	928
Universal Reinsurance Company Li- mited	928

NOMINATIONS:

Divers.	928
-----------------	-----

APPOINTMENT:

Miscellaneous	928
-------------------------	-----

SIÈGES SOCIAUX:

Carlton Investments Ltd.	929
Electro-Reagents (Quebec) Limited	929
Montreal Glassheat and Supply Limited	929
Plaisance Realities Limited	930

HEAD OFFICES:

Carlton Investments Ltd.	929
Electro-Reagents (Quebec) Limited	929
Montreal Glassheat and Supply Limited	929
Plaisance Realities Limited	930

SOUMISSIONS:

Grand'Mère, cité	930
----------------------------	-----

TENDERS:

Grand'Mère, city	930
----------------------------	-----

VENTE PAR LICITATION:

Racine <i>et vir</i> vs Racine	931
--	-----

SALE BY LICITATION:

Racine <i>et vir</i> vs Racine	931
--	-----

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Albéa Messier Ltée vs Messier <i>et vir</i>	932
La Renardière de St-Césaire Inc. vs Hivon.	932

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Albéa Messier Ltée vs Messier <i>et vir</i>	932
La Renardière de St-Césaire Inc. vs Hivon.	932

JOLIETTE:

Martin vs Martin.	933
---------------------------	-----

JOLIETTE:

Martin vs Martin.	933
---------------------------	-----

KAMOURASKA:

Marquis vs Dubé	934
---------------------------	-----

KAMOURASKA:

Marquis vs Dubé	934
---------------------------	-----

ROUYN-NORANDA:

Chartré <i>et al</i> vs Bellecopper & Gold Mines Limited.	934
Fortin vs Létourneau.	934

ROUYN-NORANDA:

Chartré <i>et al</i> vs Bellecopper & Gold Mines Limited.	934
Fortin vs Létourneau.	934

32308-o

32308-o

